

CAMPAGNE VACCINALE :

OU !

PASS SANITAIRE ET

SANCTIONS :



NON !

Dossier

**EN MÉDITERRANÉE,
L'UNION EUROPÉENNE
TUE LES MIGRANT·E·S**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Sous surveillance
Page 2

PREMIER PLAN

**Turquie. La répression
continue, l'autoritarisme
se consolide**

Page 3



ACTU INTERNATIONALE
**Inondations en Belgique et en
Allemagne. Ceci n'est pas une
catastrophe naturelle** Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Belgique. Solidarité avec les sans-
papiers grévistes de la faim!**

Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Sous surveillance

Le 18 juillet, un consortium de médias internationaux et Amnesty International révélait l'existence d'un vaste réseau de surveillance internationale, organisé au moyen d'un logiciel au nom digne d'un titre de James Bond : « Projet Pegasus ». Dirigeants politiques, opposantEs, militantEs, journalistes : des dizaines de milliers de personnes ont ainsi été potentiellement surveillées « grâce » à un programme, conçu par l'entreprise de sécurité informatique NSO, qui permet d'« aspirer » les données d'un téléphone portable, y compris celles transmises via des logiciels cryptés.

Une énième démonstration du développement permanent de techniques et technologies de surveillance, et de l'appétit des gouvernements – ici notamment le Maroc, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou encore le Mexique – pour ce type d'outils qui leur donnent les moyens de contrôler toujours davantage les populations et la société civile. Rien de bien surprenant, diront certains adeptes du « Et alors ça vous étonne ? » Quand bien même : l'ampleur du phénomène Pegasus et le niveau d'intrusion que le logiciel israélien permet devraient alerter toutes celles et ceux qui sont un tant soit peu attachés à la défense des libertés publiques.

En effet, la révélation du « Projet Pegasus » n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Au contraire, elle confirme la fuite en avant généralisée dans la surveillance globale, et le fait qu'en l'occurrence les principaux utilisateurs identifiés du logiciel soient des régimes autoritaires ne doit pas faire illusion : les « démocraties » sont tout aussi friandes de ce type de technologies, outils idéaux pour accompagner le cours autoritaire que nombre d'entre elles suivent depuis plusieurs années, a fortiori avec la crise sanitaire.

Les cris d'orfraie de Gabriel Attal, qui a parlé de « faits extrêmement choquants qui, s'ils sont avérés, sont extrêmement graves » n'en sont que plus hypocrites, alors qu'il est le porte-parole d'un gouvernement qui a multiplié les législations liberticides et qui poursuit chaque jour, à défaut d'obtenir l'adhésion à ses politiques, sa fuite en avant dans l'obsession du contrôle, actuellement avec l'imposition du pass sanitaire. Les révélations concernant le « Projet Pegasus » sont révoltantes et spectaculaires, mais elles demeurent la partie émergée de l'iceberg : contre la société de la surveillance généralisée, le combat pour la défense de la démocratie et des libertés publiques doit s'amplifier.

BIEN DIT

Éric Dupond-Moretti a conservé son portefeuille ministériel, car protégé par le chef de l'État et par le chef de gouvernement. Il s'agit d'un événement dans l'histoire de notre 5^e République d'une grande gravité. Un ministre de la Justice est mis en examen par des juges et, dans le même temps, encouragé à œuvrer pour la restauration de la confiance dans la justice.

WILLIAM BOURDON et VINCENT BRENGARTH (avocats), liberation.fr, 18 juillet 2021.

À la Une

Campagne vaccinale : oui ! Pass sanitaire et sanctions : non !

En pur manager libéral et autoritaire de la « start-up nation », Macron a refusé toute politique sanitaire démocratique, pédagogique, transparente et égalitaire. Au contraire, il a opté pour une politique répressive, opaque, inconstante, brutale, culpabilisante et discriminante, au service de la production capitaliste.

La population est de la pièce-taille, tour à tour encasernée ou envoyée au casse-pipe. Elle n'a jamais été bien soignée, vaccinée, épaulée, considérée et, ultime danger, associée aux décisions et incluse dans leur mise en œuvre pour son propre bien. Les masses doivent rester passives, peu en importe le coup humain ou politique. Pour le pouvoir, les questions sanitaires ne méritent pas d'être traitées comme un objectif en soi, mais seulement comme un moyen pour maintenir l'usine France en marche. Et pour cela, il faut cogner.

Toute-puissance et incompétence

Si Macron a failli à toutes les étapes de la gestion de la pandémie, c'est aussi parce que quatre décennies de néolibéralisme, dont il est à ce stade le couronnement, ont privé la puissance publique d'une partie significative de ses capacités d'agir. À l'exception révélatrice de ses corps répressifs, l'ensemble de l'État est désarmé par manque de moyens financiers, humains, techniques, intellectuels, mais aussi, tout simplement, d'une culture du service public, négligé car jugé « non rentable ». La plupart des fonctionnaires en payent le prix au quotidien en même temps que les usagerEs, enseignantEs et soignantEs en première ligne. Ce même processus a vidé les institutions de la 5^e République du peu de démocratie qu'elles recélaient encore. Entouré de quelques conseillers dans son palais pour décider, puis de tous ses flics pour appliquer, Macron est ainsi à la fois tout puissant... et incompétent.

D'abord incapable de bien dépister, tracer, soigner et limiter la diffusion du virus, puis incapable de vacciner rapidement et massivement, Macron et son gouvernement peuvent être tenus un peu plus responsables de



chaque nouvelle vague, jusqu'à la quatrième en pleine expansion. Aux différentes étapes du développement de la pandémie, à défaut d'une véritable politique sanitaire avec les moyens matériels et humains nécessaires, c'est à une fuite en avant que nous avons assisté : confinement, couvre-feu, fermetures en tous genres... et enfin le pass sanitaire.

Atteintes majeures aux libertés publiques

Disons-le sans détour : la vaccination générale à l'échelle mondiale est le meilleur moyen de stopper la pandémie et les obligations vaccinales, qui existent pour d'autres maladies et virus, ne sont pas scandaleuses en soi. Mais disons-le aussi avec la même vigueur : c'est par la levée des brevets et par des politiques sanitaires ambitieuses et associant la population que cette pandémie sera vaincue, pas avec un outil qui nous fait rentrer dans une nouvelle étape de la société de surveillance. Car soyons sûr que si

les contrôles ne seront peut-être pas aussi intenses partout et pourraient s'estomper avec le temps, le pass sanitaire ne disparaîtra jamais et pourrait finir dans une carte d'identité biométrique et biomédicale. De lois en renouvellement de l'état d'urgence, les prétendues mesures antiterroristes nous ont enseigné que leur détournement et l'effet de cliquet étaient systématiques. Se mobiliser contre le pass sanitaire est nécessaire et urgent. Il porte atteinte aux libertés de déplacement et d'accès à certains services et activités, il met en jeu l'emploi des non-vaccinés et apparaît donc comme un nouvel outil de recul social, il crée un outil et un climat de surveillance générale, etc. Il est un concentré qui dépasse même le cadre sanitaire. C'est un projet de société. Mais une telle mobilisation ne peut pas se faire à tout prix, y compris celui d'accepter d'être associé à l'extrême droite la plus rance et à des mots d'ordre confusionnistes, conspirationnistes, voire pire.

Revendications démocratiques, sanitaires et sociales

Nous ne sommes évidemment pas de ceux qui veulent réduire, pour mieux les délégitimer, les mobilisations qui ont eu lieu depuis les dernières annonces de Macron aux mots d'ordre les plus confus, complotistes, voire antisémites, qui s'y sont exprimés. Mais cela va mieux en le disant : non, le vaccin n'est pas un poison que l'industrie pharmaceutique voudrait nous inoculer ; non, le pass sanitaire n'est pas l'équivalent moderne de l'étoile jaune que portaient les juifs avant d'être déportés et exterminés par millions dans les camps de la mort ; non, Florian Philippot, Nicolas Dupont-Aignan et consorts ne sont pas nos alliés mais des opportunistes, et surtout des ennemis de la démocratie, des travailleurEs et de toutes les populations victimes d'oppressions et de discriminations.

La lutte légitime contre le pass sanitaire et contre les mesures autoritaires imposées par les mêmes qui ont menti, raconté tout et son contraire et cherchent à culpabiliser la population pour se défausser de leurs responsabilités, ne peut se mener au nom d'un individualisme, voire d'un libéralisme plus ou moins confus quand il n'est pas franchement conspirationniste. Elle doit se faire à la fois au nom de la défense des libertés publiques et au nom d'une politique sanitaire et sociale ambitieuse, égalitaire et démocratique. C'est ce que le NPA a défendu depuis 18 mois, et qu'il continuera de défendre dans les jours et les semaines qui viennent, y compris en se joignant, partout où il est possible de porter une telle politique, aux initiatives de mobilisation, et en invitant les organisations du mouvement social et du mouvement ouvrier à faire de même.

CORONAVIRUS Leur pass sanitaire renforce le scepticisme vaccinal

Macron a rempli les centres de vaccination, dont la fréquentation stagnait depuis juin, mais pour combien de temps, et a aussi réussi à jeter dans la rue plus d'une centaine de milliers de personnes qui refusent le pass sanitaire, qui refusent les menaces de mise à pied des soignantEs non vaccinés, qui refusent de devenir les auxiliaires d'une police qui, elle, n'aura pas besoin d'être vaccinée ! Des personnes loin d'être touTEs anti-vax, mais qui disent souvent « Je ne suis pas contre la vaccination, mais je n'ai pas confiance ». Et qu'il sera encore plus difficile de convaincre demain. Alors que c'est la seule solution face à la vague delta qui enfle. Alors qu'on sait avec l'étude de l'institut Pasteur que

En fermant bars, restaurants, culture, centres commerciaux et transports longue distance aux non-vaccinéEs, Macron a annoncé de fait le reconfinement brutal de celles et ceux qui n'ont pas pu ou pas voulu se faire vacciner.

les non-vaccinéEs contribuent 12 fois plus que les vaccinés à la diffusion de l'épidémie. Convaincre cette frange de la population qui n'a pas confiance est pourtant la priorité des priorités.

Couverture vaccinale et niveau de vie se superposent

Pas confiance dans ce gouvernement qui nous a menti sur les masques et les tests. Un gouvernement dont le président jurait que le pass sanitaire ne servirait jamais pour les lieux de la vie quotidienne. Un gouvernement

dont le ministre de la Justice a « oublié » de déclarer 300 000 euros et se trouve désormais mis en examen dans une autre affaire, soupçonné de « prise illégale d'intérêts ». Pas confiance non plus dans Big Pharma, après les affaires Mediator et Dépakine. Pas davantage confiance dans Doctolib et le stockage des données de santé par les Gafa. Parfois seulement oubliéEs de la vaccination, alors que syndicats enseignants ou Ligue contre l'obésité ont pendant des mois demandé l'accès aux vaccins, et que le gouvernement faisait la sourde

oreille. Souvent simplement oubliéEs du système de santé : couverture vaccinale et niveau de vie se superposent étroitement. Dans le Grand Paris, Clichy-sous-Bois est la moins vaccinée... et la plus pauvre. Et Neuilly une des plus vaccinées... Une réalité sociale oubliée par la politique de vaccination gouvernementale, qui s'est concentrée sur l'âge et les facteurs de risque sans voir en quoi ils se combinent avec la pauvreté, le mal-logement. Parmi les 20% de non-vaccinés fragiles face au covid, premières victimes de la prochaine vague, notamment les obèses ou diabétiques, combien font partie des plus pauvres ?

L'épidémie se moque des pass sanitaires

Le pass sanitaire, c'est l'échec de la politique de santé publique d'un gouvernement autoritaire et discrédité. Les pays qui ont largement réussi à vacciner leur population, Angleterre, Israël, sont ceux qui ont un système de santé public de proximité habitué aux



NOTRE AMI, NOTRE CAMARADE MICHEL HUSSON

C'est avec consternation que nous avons appris le décès de Michel Husson, sans doute un des plus brillants économistes marxistes français actuels, qui n'a jamais séparé son travail de recherche d'une volonté inébranlable de changer le monde. Il avait choisi son côté de la barricade au voisinage de sa vingtième année (il était né en 1949) et, depuis, s'y tenait. Il était par ailleurs animé d'un humour caustique qui n'épargnait pas sa propre personne.

Un monde à changer

Il fut un des piliers de la cellule « ministère des Finances » de la LCR et, surtout, un élément central de de son groupe de travail économique. Il était toujours disponible pour l'animation de formations économiques... mais aussi pour les initiatives et manifestations. Il quitta la LCR en 2007 et n'appartint jamais au NPA, mais acceptait sans problème de fournir des interviews et articles à notre presse et à celle de la IV^e Internationale. Il a choisi de s'investir dans le mouvement altermondialiste et dans ATTAC et son conseil scientifique. Économiste et statisticien, Michel possédait à la fois une grande connaissance de l'histoire économique et la capacité de manier avec aisance séries statistiques et outils économétriques. Malgré sa

compétence reconnue, il resta presque toujours une sorte de marginal étranger au « cercle de la raison » économique (pour reprendre l'expression du courtisan multicartes Alain Minc). En effet, Michel ne cachait pas ses convictions, travaillait sur des sujets comme la réduction du temps de travail, et démontait de façon argumentée les faux-semblants théoriques et empiriques des productions des économistes néolibéraux. Pour Michel, les économistes marxistes ne pouvaient se contenter de reprendre de façon actualisée le livre I du *Capital* mais devaient se coltiner la réalité du capitalisme actuel en utilisant les données statistiques disponibles et en n'ignorant pas les travaux d'économistes non marxistes. Il a cependant toujours fait de la lutte des

classes une réalité non pas « à côté » des mécanismes économiques mais au cœur de ceux-ci. Il était l'auteur de nombreux ouvrages, avait contribué à de nombreux autres et produit un nombre considérables d'articles que l'on trouvera sur son site <http://hussonet.free.fr/>. Depuis des années, il mettait en lumière la baisse des gains de productivité des principales économies capitalistes et leur conséquence : un système économique et social de plus en plus régressif. Michel nous manquera en tant que personne et aussi en tant que penseur dont nous attendions les publications pour clarifier notre point de vue. Face à sa fin soudaine, le NPA adresse sa plus profonde solidarité à sa famille et tous ses proches.

Le chiffre 400%

C'est l'augmentation du cours de l'action en bourse de la plateforme Zoom depuis le début de l'année 2020. Ce grand gagnant de la pandémie a également vu son chiffre d'affaires multiplié par quatre au cours de la même année, pour atteindre 2,65 milliards de dollars. « Ce n'est pas la crise pour tout le monde », épisode 743.



Agenda

Dimanche 22 août - mercredi 25 août, 13^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil le samedi 21 août à partir de 14 h, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner. Voir page 10. Inscriptions : <https://nouveaupartianticapitaliste.org/ue2021>

Après un premier refus en mars 2021 pour des questions de procédure, la Cour constitutionnelle a finalement accepté fin juin dernier l'acte d'accusation visant l'interdiction du HDP (Parti démocratique des peuples). Le procureur a argué qu'il existait des liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe qualifié de « terroriste » par Ankara. L'acte d'accusation demande également une peine d'inéligibilité envers 450 dirigeantEs et militantEs du HDP. Cette décision est intervenue quelques jours après le meurtre d'une militante kurde du HDP, Deniz Poyraz, par un militant d'extrême droite dans les locaux du HDP à Izmir, le 18 juin 2021. L'assassin, Onur Gencer, a pu entrer dans le bâtiment, devant lequel est installé un point de contrôle permanent de policiers, sans être intercepté.

Répression tous azimuts

La répression continue également de toucher des étudiantEs, des femmes ou des personnes LGBTI. Tandis que les événements organisés à l'occasion de la Pride ont été très violemment réprimés par la police, les féminicides continuent. Parallèlement, le gouvernement a

TURQUIE La répression continue, l'autoritarisme se consolide

La fuite en avant autoritaire du gouvernement turc de l'AKP, allié au Parti d'action nationaliste (MHP, parti fasciste), ne s'arrête plus.



WIKIMEDIA COMMONS

annulé la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Les intimidations et les violences d'Ankara et de ses alliés ont

également lieu contre des activistes et des journalistes exiléEs qui ont fui la répression du gouvernement turc. Erk Acarer, journaliste d'investigation turc écrivant notamment pour le quotidien de gauche basé à Istanbul *BirGün*,

a été agressé à l'arme blanche début juillet dans la cour de son immeuble à Berlin.

Mafia et pouvoir

La Turquie est également secouée depuis le mois de mai par les révélations sur les réseaux sociaux du chef mafieux ultranationaliste Sedat Peker, en cavale aux Émirats arabes unis. Celles-ci sont extrêmement compromettantes pour le régime turc. Peker a dévoilé le niveau d'interpénétration de l'AKP avec le crime organisé. La corruption atteint des niveaux sans précédent : il y a quelques mois, la presse a révélé la disparition de 128 milliards de dollars de la Banque centrale.

Entre autoritarisme et corruption, Erdogan et son parti de l'AKP tentent de rester au pouvoir par tous les moyens à leur disposition.

Joseph Daher

Article paru dans le n°392 de *solidarités* (Suisse)

NO COMMENT

Un engagement remarquable et une détermination sans faille qui font honneur à la gendarmerie nationale

Justification, dans leur dossier, de la remise d'une décoration à trois des gendarmes responsables de la mort d'Adama Traoré, trois ans après son décès.

campagnes de prévention, jouissant de la confiance des habitantEs qu'ils suivent au quotidien. Et cela marche. À Bordeaux, l'équipe de Linda Cambon a initié un dialogue bienveillant sur la vaccination avec les soignants du CHU, qui a permis de convaincre quasiment 100% du personnel. Toute démocratie sanitaire « exige le débat et l'échange d'arguments entre tous les acteurs de terrain », comme le souligne une tribune de soignantEs¹. « Aller vers » les personnes âgées, isolées, les précaires, les publics fragiles, en milieu rural comme en milieu urbain, comme le réclame l'Union syndicale de la psychiatrie.

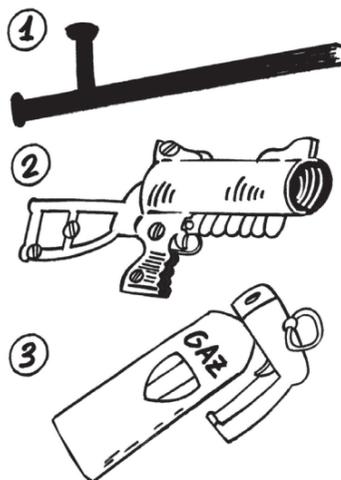
Certains sont soulagés par le pass, espérant y voir un avenir sans covid. Ils ont tort. Car la contrainte sera finalement insuffisante et comme toujours contre-productive. Si en plus on y ajoute le futur déremboursement des tests covid non prescrits par un médecin, qu'on ose appeler « de confort », et l'isolement contraint, les plus précaires, les moins symptomatiques ne

vont pas se faire tester, ne vont pas s'isoler, ne pourront prévenir leurs contacts. Et l'épidémie se développera. « Les pays les plus riches auront beau vacciner l'ensemble de leur population, le problème ne sera pas réglé tant que l'ensemble de la population mondiale n'aura pas la possibilité de lutter contre la pandémie » souligne l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament « sous peine que le virus revienne [...] sous forme de variants, en partie résistants aux vaccins ». L'épidémie n'a pas de frontière et se moque des pass sanitaires. Elle a besoin de démocratie, de mobilisation populaire, de lits et de personnels, de la fin des brevets et de la réquisition de l'industrie pharmaceutique, de protection des données de santé face aux Gafa, pour convaincre les hésitantEs et toucher les plus éloignés de la vaccination.

Frank Prouhet

1 - « Vaccination obligatoire des soignants : "pourquoi le gouvernement se trompe de combat" », *lexpress.fr*, 6 juillet 2021.

LES JEUX DE L'ÉTÉ AIDE THIERRY LE POLICIER À BIEN CHOISIR SON LECTEUR QR CODE



CHARMAG

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



BIRMANIE/MYANMAR La pénurie d'oxygène exacerbe la crise du Covid

La terrifiante crise du Covid-19 continue de s'aggraver sans qu'on puisse en voir la fin. La situation a été exacerbée par la pénurie d'oxygène, l'entêtement des autorités, la grève du personnel de santé du gouvernement et la profonde méfiance du public envers l'armée.

La junte a fait état de 32490 cas supplémentaires dans la semaine du 8 au 15 juillet – y compris le nombre record de 7083 cas mardi 13 juillet – et de 725 décès, dont un maximum de 165 jeudi 15 juillet. Ces chiffres ne semblent toutefois qu'effleurer la gravité réelle de l'épidémie, puisque les organisations caritatives affirment que 600 personnes sont mortes dans la seule ville de Yangon, le 13 juillet. Nous observons également des taux de positivité stupéfiants, avec un taux de 37,9% jeudi 15 juillet.



Hôpitaux submergés

Compte tenu de l'ampleur de l'épidémie, il n'est pas surprenant qu'elle ait rapidement submergé un secteur des soins de santé déjà paralysé suite au coup d'État. Les médias sociaux et traditionnels ont été inondés cette semaine d'informations ayant trait à des patients désespérés cherchant, sans grand succès, des bouteilles d'oxygène.

La réponse initiale de la junte a semblé être double : obstruction et politique de l'autruche. Tout d'abord, le ministère de la Santé a interdit la vente d'oxygène au secteur privé, affirmant que la forte demande du public faisait grimper les prix et que les personnes non formées ne pouvaient pas administrer en toute sécurité l'oxygène qui sauve des vies. Le problème est qu'avec des hôpitaux submergés, de nombreux patients gravement malades n'ont d'autre choix que de se soigner chez eux. Cette situation a été aggravée par la grève massive des travailleurs de la santé (suite au coup d'État). À quoi s'ajoute le manque de confiance dans les services publics sous ce régime. Ensuite, le chef de la junte, Min Aung Hlaing, a nié l'existence d'une quelconque pénurie d'oxygène, rejetant la responsabilité du problème sur les personnes qui achètent plus d'oxygène que nécessaire et sur l'agitation politique.

Alors même que le dictateur niait la réalité, son ministère de la Santé racontait une histoire complètement différente, se démenant pour importer de l'oxygène de Thaïlande et de Chine. Mercredi, le ministre de la Santé, Thet Khaing Win, a discuté des plans visant à « prévenir le manque d'oxygène » lors d'une réunion à Nay Pyi Taw (la capitale politique). L'article des médias officiels mentionne également que la Food and Drug Administration (des États-Unis) a « assoupli les restrictions sur l'importation de générateurs d'oxygène », l'oxygène liquide devant arriver de Thaïlande par Myawaddy et de Chine par la ville frontalière de Muse. Un autre article est intitulé « La ville de Kalay est confrontée à une grave pénurie d'oxygène car l'usine d'oxygène autonome ne peut fonctionner à plein régime ». Il cite un ancien de la ville qui qualifie de « crise » la « pénurie dévastatrice d'oxygène ».

Le jour suivant, 820 tonnes d'oxygène auraient été livrées depuis la Thaïlande via Myawaddy (dans l'État Karen). La majeure partie de l'approvisionnement semble avoir été destinée aux hôpitaux de Yangon, auxquels le ministre adjoint de la Santé a déclaré que la priorité serait accordée. Bien que Thet Khaing Win ait déclaré que l'oxygène sera « destiné à la consommation du grand public », on ne sait toujours pas s'il sera réservé aux hôpitaux publics ou si la junte assouplira les restrictions relatives à l'utilisation personnelle.

Frontier Myanmar

AMÉRIQUES Manifestations cubaines, réactions étatsuniennes

Des milliers de personnes sont descendues dans la rue lors de manifestations nationales sans précédent à Cuba le 11 juillet pour réclamer la « liberté ». Tout le monde tant à Cuba qu'aux États-Unis reconnaît que nous sommes à un moment critique. Le point de vue de Dan La Botz.



Le gouvernement US tente depuis longtemps de reprendre le contrôle de Cuba, qu'il a détenu de 1898 à 1959 dans une relation néocoloniale. La révolution cubaine de 1959 a libéré l'île de ce contrôle et nationalisé les compagnies pétrolières et les plantations US, des réformes importantes ont amélioré la santé et l'éducation et Fidel Castro a proclamé que le pays établirait le socialisme.

Cuba au cœur de la Guerre froide

Dans les années 1960, Cuba s'est progressivement aligné sur l'Union soviétique, qui a fourni un soutien économique. Cuba est devenu un problème central dans la guerre froide. La CIA a organisé une invasion de Cuba en 1961 et, en 1962, Washington s'est impliqué dans un bras de fer avec l'Union soviétique pour lui faire retirer les missiles qu'elle avait placés à Cuba, un conflit qui a semblé menacer le monde d'une guerre nucléaire. Alors que les missiles ont été retirés, les États-Unis ont resserré leur embargo sur le commerce avec Cuba qui, au fil des décennies, est devenu de plus en plus restrictif.

La chute de l'Union soviétique a conduit en 1991 à une profonde crise économique. Le gouvernement cubain a tenté d'y répondre en encourageant les investissements espagnols dans les hôtels, canadiens dans les mines, français dans la recherche pétrolière ; d'autres entreprises européennes ont également investi. Périodiquement, Castro a ouvert des marchés pour les produits des agriculteurs cubains, mais n'a pas réussi à mettre en

œuvre une réforme agricole systématique pour fournir plus de nourriture. Cuba dispose d'excellents systèmes d'éducation et de santé ; la pandémie de Covid a cependant entraîné en 2021 un effondrement du système de santé, un manque de médicaments et une aggravation de la crise économique. Le niveau de vie reste par ailleurs bas et les droits démocratiques inexistant. Tout cela a conduit au 11 juillet.

Trois grands positionnements aux USA

Aux États-Unis – bien que tout le monde ait dit soutenir « le peuple cubain » – les réponses se répartissent en trois catégories. Tout d'abord, ceux qui veulent rétablir le capitalisme à Cuba et la domination US. Ensuite, à gauche, certains soutiennent le gouvernement

cubain et d'autres appellent à la fin de l'embargo US mais aussi à la démocratie à Cuba.

L'ancien président républicain Donald Trump, qui n'est pas un ami de la protestation dans son propre pays, a déclaré : « Je suis à 100% aux côtés du peuple cubain dans son combat pour la liberté ». La communauté cubano-étatsunienne à Miami et dans tout le pays a organisé des actions pour soutenir les manifestations cubaines. Beaucoup appelant au renversement du gouvernement communiste et certains à une intervention US.

Le président Joe Biden, qui réaffirme le rôle des États-Unis dans les affaires mondiales, a lui aussi affirmé son soutien aux manifestations cubaines : « Les États-Unis appellent le régime cubain à écouter son peuple et à répondre à ses

besoins en ce moment vital plutôt que de s'enrichir. » Il a également qualifié Cuba d'« État en faillite » et le communisme de « système en faillite », mais n'a pas soutenu les appels à une intervention US. Il n'a cependant pas levé les durcissements supplémentaires de l'embargo édictés par Trump ni autorisé les envois de fonds par des personnes privées à Cuba.

À l'autre extrême, certains États-Uniens de gauche ont manifesté leur soutien au gouvernement cubain. Le Comité international des Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) a publié cette déclaration : « DSA se tient aux côtés du peuple cubain et de sa Révolution [c'est-à-dire avec le gouvernement] en ce moment de troubles. Mettez fin au blocus. » L'appui de DSA au gouvernement cubain intervient après sa récente démonstration de soutien au gouvernement de Nicolás Maduro au Venezuela. Alexandria Ocasio-Cortez, porte-parole de la gauche US, a quant à elle affirmé : « Je rejette catégoriquement la défense de l'embargo par l'administration Biden. Il n'est jamais acceptable que nous utilisions la cruauté comme levier contre les gens ordinaires. » Mais elle a également condamné le président cubain Díaz-Canel pour la répression des manifestations, déclarant : « Nous sommes solidaires du peuple cubain et condamnons la répression contre les médias, la libre expression et les manifestations ».

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

CUBA À propos des manifestations du 11 juillet

Extraits d'une déclaration de la revue en ligne *Comunistas* (*comunistascuba.org*).

De façon quasi simultanée et avec plus ou moins d'intensité, Cuba a connu le 11 juillet une série d'explosions sociales qui ont touché au moins six des 14 provinces qui constituent le pays. Au cours des 62 années écoulées depuis la victoire de la Révolution sous la direction du commandant Fidel Castro, Cuba n'avait jamais connu une situation comparable.

Il faut rappeler qu'à Cuba les dernières protestations massives, datant du 5 août 1994, connues depuis sous le nom de Maleconazo, avaient été contenues en quelques heures alors que Fidel Castro s'était rendu sur place. Une manifestation de 200 personnes scandant des mots d'ordre contre le gouvernement dans un lieu central était quelque chose d'inconcevable dans la société cubaine. Pourtant, ne serait-ce qu'à La Havane, ce sont au moins 3000 personnes qui ont défilé spontanément ce 11 juillet.

Origine et nature des protestations

Les protestations qui ont eu lieu à Cuba le 11 juillet ne peuvent se comprendre ni comme un affrontement entre contre-révolutionnaires

et communistes, comme a voulu le faire croire le gouvernement ; ni comme un affrontement entre un peuple opprimé face à un régime dictatorial ; ni comme un affrontement entre la classe ouvrière révolutionnaire et une bureaucratie politiquement dégénérée.

Les protestations du 11 juillet ont en fait réuni simultanément ces trois dimensions : les organisations contre-révolutionnaires – financées par les États-Unis – s'en prenant violemment au Parti communiste ; des groupes d'intellectuels ressentant profondément les atteintes à leurs libertés publiques qu'impose la censure ; et la classe ouvrière exigeant du gouvernement des améliorations de ses conditions de vie.

La principale cause des manifestations est le mécontentement face à la grave pénurie provoquée par la crise économique, les sanctions imposées par le gouvernement des États-Unis et la gouvernance critiquable et inefficace de la bureaucratie d'État. C'est un mécontentement qui tient à la carence d'aliments et de produits de base ; aux longues files d'attente pour acheter des aliments aussi élémentaires que le pain ; à la pénurie de médicaments ; aux restrictions

visant les dépôts en banque de liquidités en dollars ; à la hausse des prix des services publics ; à la réduction des services gratuits ; à une inflation galopante ; à la hausse du prix des produits de base ; aux incessantes coupures d'électricité...

Les dépenses liées à la prise en charge par l'État de la lutte contre le coronavirus ont lourdement pesé sur l'économie du pays. Il faut y ajouter les graves sanctions imposées par Trump que le président Biden n'a pas abrogées et qui ont encore aggravé les effets cumulés du blocus.

La légitimité du gouvernement est affaiblie

Le discours politique officiel est loin d'être convaincant. Il ne touche pas la jeunesse. La propagande des organisations de jeunesse officielles reste étrangère à celle-ci. Le grand nombre de jeunes qui ont participé aux protestations en témoigne (sans qu'on puisse le chiffrer pour le moment). Au-delà, il y a l'impact du discrédit politique résultant d'années de crise et des erreurs accumulées globalement par l'administration gouvernementale. En outre, le gouvernement ne

bénéficie plus aujourd'hui de la légitimité qu'avaient les dirigeants historiques de la Révolution. La coupure entre les dirigeants du pays et la classe ouvrière est chaque jour plus visible et met en cause des conditions de vie très inégalitaires. La majorité de la population continue toutefois à soutenir le gouvernement. Les manifestations ont effectivement reçu le soutien d'une partie des habitants des quartiers où les événements se sont produits, mais une partie importante de la population s'y est opposée et en a rejeté les revendications.

Malgré le discrédit politique qui affecte le gouvernement, il bénéficie toujours du capital politique de la Révolution et du prestige de Fidel Castro et il règne toujours en maître sur l'imaginaire socialiste. Ce sont ces éléments qui lui permettent dans une large mesure de bénéficier d'une considérable légitimité dans la majorité de la population. Pour autant, nous tenons à réclamer la libération immédiate des personnes détenues lors des manifestations du 11 juillet, sous réserve qu'elles n'aient pas commis d'actes qui aient pu mettre en danger la vie d'autres personnes.

Version intégrale sur notre site.

INONDATIONS EN BELGIQUE ET EN ALLEMAGNE

Ceci n'est pas une catastrophe naturelle

À l'heure où nous écrivons, les terribles inondations qui ont frappé la Belgique, une partie de l'Allemagne et les Pays-Bas ont fait près de 200 morts. Des dizaines de milliers de gens ont dû être déplacés, ont tout perdu et resteront traumatisés à jamais. D'autres n'ont même pas eu cette « chance », hélas, et le grand nombre de personnes disparues (des centaines en Allemagne) ne laisse malheureusement pas de doute : le bilan macabre sera beaucoup, beaucoup plus lourd. Les dégâts matériels sont immenses, sans parler des impacts en termes de pollution des eaux et des sols.

Voilà à quoi ressemble le changement climatique

Il est pratiquement certain que cette catastrophe est une manifestation des changements climatiques provoqués par les émissions de gaz à effet de serre (dues principalement à la combustion des combustibles fossiles). À la limite, s'il s'agissait d'un événement isolé, le doute serait permis. Mais il ne s'agit pas d'un événement isolé, bien au contraire. Primo, ces pluies exceptionnelles font suite à deux années de canicules et de sécheresse tout aussi exceptionnelles (la canicule de 2020 a fait 1400 morts en Belgique...). Secundo, le fait que ce déluge en Europe occidentale coïncide avec une vague de chaleur meurtrière et sans précédent au Canada n'est pas le fruit du hasard : il est fort probable que les deux phénomènes sont liés et découlent de la perturbation du jet stream circumpolaire (des vents puissants qui tournent à haute altitude autour du pôle). Tertio, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes (tempêtes et cyclones plus violents, vagues de chaleur et vagues de froid plus intenses, sécheresses et

Le point de vue de Daniel Tanuro, membre de la Gauche anticapitaliste (Belgique).



DR

incendies sans précédent, pluies, inondations et coulées de boues...) est indiscutable et correspond parfaitement aux conséquences du réchauffement telles qu'elles sont projetées par le GIEC depuis son premier rapport... il y a plus de trente ans.

Les gouvernements ont ignoré les avertissements

Les services météorologiques des pays concernés avaient diagnostiqué la présence au-dessus de nos régions d'une « goutte froide » – une dépression isolée et stable, associée à une masse d'air froid. On sait que ce genre de phénomène provoque des précipitations abondantes. On sait que celles-ci peuvent durer plusieurs jours, vu que la dépression est stationnaire. Dans ce cas-ci, la menace était d'autant plus sérieuse que la « goutte froide » était entourée d'énormes masses d'air chaud, chargées de grandes quantités de vapeur d'eau. En tournant autour

de la dépression, cette vapeur d'eau ne pouvait que se condenser et tomber en pluie. L'avertissement avait été lancé par les météorologues et les hydrologues : un événement exceptionnel se préparait. Les deux-trois jours avant le début du déluge auraient pu/dû être mis à profit pour analyser la menace, prendre des mesures d'urgence, mobiliser la protection civile et l'armée, avertir la population, évacuer les habitations les plus menacées. Cela n'aurait pas empêché les inondations, mais les dégâts auraient été limités et, surtout, on aurait évité des pertes humaines. L'expérience de Cuba avec les cyclones le confirme : la prévention fait la différence. Mais ici, rien n'a été fait. Une fois de plus (comme face au Covid-19!), les mises en garde ont été ignorées. Les raisons sont chaque fois identiques : les gouvernements ont le nez dans le guidon de l'économie, leur priorité est la « compétitivité » des entreprises, ils refusent d'intégrer le fait

que l'humanité est entrée dans la catastrophe climatique.

Un faisceau de facteurs structurels aggravants

Outre cette impréparation, l'ampleur des inondations et de leurs conséquences a été démultipliée par une foule de facteurs structurels d'ordres divers. Citons en vrac : les restrictions budgétaires (à la protection civile et chez les pompiers, notamment) ; le bétonnage des sols (il empêche le percolage des eaux) ; la rectification des ruisseaux et l'assèchement des zones humides (elles jouent le rôle d'éponge) ; l'étalement urbain ; la gestion des eaux pluviales (envoyées à l'égout, elles passent par les stations d'épuration avant de grossir les cours d'eau) ; la spéculation foncière (elle incite à construire en zones inondables) ; la politique agricole (l'encouragement aux grandes exploitations en monocultures) et les pratiques culturelles (labour profond, absence de couverture des sols, disparition des haies). Sur tous ces plans, d'indispensables mesures de prévention auraient dû être prises depuis des années – et devront l'être sans délai pour éviter de nouveaux drames. Mais ce qu'on appelle « l'adaptation » nécessaire à la part irréversible du changement climatique ne doit pas servir à éviter le fond du problème : le climat lui-même. Il faut sortir au plus vite des combustibles fossiles et, pour cela, il ne suffit pas d'augmenter la part des renouvelables : il faut rompre avec le productivisme capitaliste, changer complètement de mode de production, de consommation et de relation avec la nature, et le faire selon un plan public.

Daniel Tanuro

Version intégrale sur notre site.

ITALIE Les yeux bandés face à l'horreur des morts de la Méditerranée

Le 14 juillet 2021, sur la place de Montecitorio à Rome (siège du Parlement italien), la manifestation « Libye, un bandeau pour ne pas voir ? », promue par 100 organisations, a exprimé son refus et sa colère suite au renouvellement des missions à l'étranger et du financement des garde-côtes libyens décidé par le gouvernement de Mario Draghi.

L'événement a démarré avec une minute de silence pour commémorer les morts en Méditerranée, suivie par le témoignage touchant d'un jeune migrant ayant vécu l'horreur de la détention en Libye.

Les ONG demandent l'abolition de Frontex et des accords avec la Libye

Les organisateurEs, parmi lesquels on peut mentionner l'Arci, Emergency, Amnesty International ainsi que de nombreux activistes luttant contre le racisme et des bénévoles des ONG de la Méditerranée comme Mediterranean Sea Watch, Médécins sans frontières ou SOS Méditerranée, demandent l'interruption du financement et de la coopération avec la Libye, la libération immédiate des personnes emprisonnées dans les centres de détention, l'élargissement des canaux d'accès réguliers, le rétablissement d'un système institutionnel de recherche et de sauvetage en Méditerranée ainsi que

la reconnaissance du rôle essentiel des ONG dans la protection des vies humaines en mer. Les manifestantEs portaient un bandeau sur les yeux dont la symbolique visait à dénoncer le comportement des autorités italiennes et européennes ayant choisi de ne pas voir l'horreur des camps de migrantEs et de continuer à cautionner, à travers leurs politiques d'expulsion, la violation des droits humains.

La culpabilité et l'indifférence des régnants

Tirillé entre l'extrême droite xénophobe de Matteo Salvini et la position critique du Parti démocrate, le gouvernement Draghi a décidé de garder une continuité avec la politique indécente de gestion des flux migratoires inaugurée par le gouvernement Gentiloni en 2017. Peu importe si cela contrevient aux droits inscrits dans la Constitution italienne et dans les conventions internationales, l'important étant de préserver une stabilité gouvernementale pour poursuivre le

processus néolibéral de « modernisation » du pays. Moins glorieuse que les victoires footballistiques de la Squadra azzurra, la décision de fermer les yeux face aux crimes contre l'humanité peut être écartée de l'espace public par de nombreuses opérations de diversion. Ils peuvent même prétendre que cela répond à une logique d'efficacité dans la gestion des flux migratoires mais la vérité est tout autre. La criminalisation des ONG n'a pas eu l'effet escompté par les autorités italiennes et européennes : les flux migratoires sont en hausse (+ 59% par rapport à l'année dernière selon l'agence européenne Frontex), en particulier ceux au départ de la Libye et de la Tunisie (21 955, + 159%). Cela est dû au fait que les mouvements des populations ne sont pas liés à la possibilité de recevoir ou pas un secours en mer mais à d'autres facteurs comme les crises, sanitaires, économiques et politiques, et la recherche, légitime, de meilleures conditions d'existence.

Expulsion et violence as usual

La Libye continuera donc à gérer l'expulsion avec les ressources mises en place par l'Italie et l'Europe ; elle sera libre de continuer à le faire dans l'indifférence la plus totale des droits humains fondamentaux. Il suffira de fermer les yeux et penser à autre chose pendant que les tortures, les viols, les violences, la réduction à l'esclavage et les morts se poursuivront. Depuis 2017, plus de 60 000 personnes ont été rejetées et expulsées à travers des outils et des opérations fournis et coordonnés par l'Italie et par les milices libyennes. Certaines opérations d'expulsion se cachent derrière la couverture du sauvetage et sont réalisées directement par les autorités italiennes au large du port de Tripoli. Selon la députée du Parti démocrate Laura Boldrini, la mission militaire doit être annulée, elle ne peut pas être revue ou modifiée car elle est contraire à la dignité politique du Parlement et au contenu de la Constitution ; tandis que le secrétaire de La Sinistra Italiana (La Gauche italienne) Nicola Fratoianni signale qu'il faut arrêter de traiter un phénomène structurel comme les migrations avec une politique de l'urgence. Les manifestantEs descenduEs sur la place de Montecitorio nous demandent d'agir afin de rétablir des principes élémentaires d'humanité. Nous ne pourrions pas fermer les yeux indéfiniment et nous ne comptons pas le faire.

Hélène Marra

ISRAËL/PALESTINE Trois succès internationaux de la campagne BDS

Coup sur coup, la campagne BDS (boycott désinvestissement sanctions) a obtenu trois succès majeurs au niveau international, confirmant que, deux mois après la dernière violente offensive israélienne contre les PalestinienEs, le mouvement de solidarité internationale se développe et marque des points.

Lundi 5 juillet, le plus gros fonds de pension de Norvège annonçait se désengager d'une quinzaine de multinationales, dont Alstom, Altice Europe et Motorola, invoquant leurs activités dans les colonies israéliennes de Cisjordanie. KLP, qui gère 95 milliards de dollars d'actifs, explique ainsi que « *Motorola et d'autres entreprises présentent le risque d'être complices de violations du droit international en Palestine occupée* ». En cause, la fourniture de services à l'armée israélienne et/ou aux colonies, mais aussi la participation au financement de construction de logements et d'infrastructures dans les territoires sous occupation israélienne, qui a valu la mise au ban de cinq banques par KLP. Le fonds de pension norvégien marche dans les pas d'autres structures du même type, comme ABP, premier fonds de pension des Pays-Bas, qui avait annoncé, à l'été 2020, la fin de ses participations dans deux banques israéliennes en raison de leur implication dans la colonisation.

Pour le FC Barcelone, Jérusalem c'est non

Le 15 juillet, c'est dans un tout autre domaine que s'est exprimée la critique « en actes » de la politique coloniale israélienne, avec l'annonce, par le patron du club de football du Beitar Jérusalem, de l'annulation du match amical avec le FC Barcelone, prévu le 4 août. Raison de l'annulation ? Des « motifs politiques », d'après le propriétaire du club, qui déclare sur sa page Facebook : « *J'ai acheté Beitar par amour pour la sainte capitale et si je renonce pour des motifs politiques à jouer à Jérusalem, je ne serai pas en accord avec mes principes* ». Comprendre : le FC Barcelone a refusé que le match amical se déroule à Jérusalem, capitale auto-proclamée de l'État d'Israël, et proposé qu'il se déroule à Tel Aviv. Une campagne d'interpellation du club barcelonais avait été lancée par BDS et par la Fédération palestinienne de football, qui a porté ses fruits avec l'annulation définitive du match.



WIKIMEDIA COMMONS

Pas de glace Ben & Jerry's dans les colonies

Troisième acte le 19 juillet avec l'annonce par le célèbre fabricant de glaces Ben & Jerry's de la fin de la vente de ses produits dans les territoires palestiniens occupés – et donc dans les colonies : « *Nous pensons qu'il n'est pas compatible avec nos valeurs que les glaces Ben & Jerry's soient vendues dans les territoires palestiniens occupés* ». Une décision qui a suscité des réactions outragées en Israël, du bureau du Premier ministre Naftali Bennett qui a déclaré que « *le boycott ne marche pas et ne marchera pas, et nous nous battons avec toutes nos forces* » au ministre des Affaires étrangères du « centriste » (?) Yaï Lapid, qui a expliqué que « *la décision de Ben & Jerry's est une capitulation honteuse face à l'antisémitisme et au mouvement BDS* ». Benyamin Netanyahu a quant à lui tweeté : « *Nous savons désormais nous Israéliens quelle glace ne PAS acheter* ». Et nous savons de notre côté que la campagne BDS, destinée à isoler l'État d'Israël tant que les droits nationaux et démocratiques des PalestinienEs seront bafoués, continue de produire ses effets : un encouragement à continuer de la construire.

J.S.

Mercredi 30 juin, avant l'aube, un énième naufrage au large des côtes de Lampedusa (au sud de l'Italie) coûtait la vie à sept femmes dont une attendait un enfant. Selon l'ONG Sea-Watch, les autorités avaient connaissance des difficultés du navire car une personne à bord avait donné l'alarme le jour avant. Samedi 3 juillet, on enregistrait 43 personnes disparues près de la côte de la Tunisie tandis que la mer restituait 14 cadavres provenant probablement d'un « naufrage invisible » qui ne laissera pas de traces dans les statistiques officielles. Quelques jours plus tard, l'ONG espagnole Caminando Frontera annonçait que plus de 2 000 migrantEs étaient morts au large des côtes espagnoles depuis le début de l'année 2021.

La nouvelle ne surprend plus, n'émeut plus, n'éveille plus les consciences. Le scénario est en effet toujours le même : les migrantEs partent d'Afrique à bord d'embarcations précaires pour fuir la guerre ou la misère et se heurtent aux barrières naturelles ainsi qu'à la politique d'expulsion de l'Union européenne. Depuis son approbation, la directive du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier a été âprement critiquée. Véritable fuite en avant vers la barbarie, elle bafoue les droits à la protection des mineurEs isolés et criminalise les mouvements transfrontaliers et l'organisation de l'entraide. Aux conditions inhumaines des centres de détention libyens pour les migrantEs « irréguliers » s'ajoute la cruauté de la politique italienne de fermeture des ports. Approuvé par la Commission européenne et l'agence Frontex, le Code de conduite interdit l'intervention des ONG sur les côtes libyennes, entraînant la mort de milliers de personnes. Le cas de l'Aquarius est devenu en ce sens exemplaire : premier navire à avoir été bloqué par la politique de fermeture impulsée par Matteo Salvini, il avait permis, entre 2016 et 2018, le sauvetage de 29 523 vies humaines – d'après les chiffres de SOS Méditerranée.

Plutôt que d'orchestrer la solidarité et l'accueil en mutualisant les opérations de sauvetage et les débarquements en ports sûrs, l'UE préfère autoriser les États membres à se déresponsabiliser et à externaliser la gestion des flux migratoires vers des États tiers nord-africains. Cette politique encourage l'invisibilisation des conflits et des rapports de forces qui sont à la base des mouvements de populations, et ouvre la voie à l'instrumentalisation politique du thème de l'immigration.

Combien de vies humaines sommes-nous encore disposéEs à sacrifier pour reproduire les injustices en gardant les peuples sous tutelle ?



WIKIMEDIA COMMONS

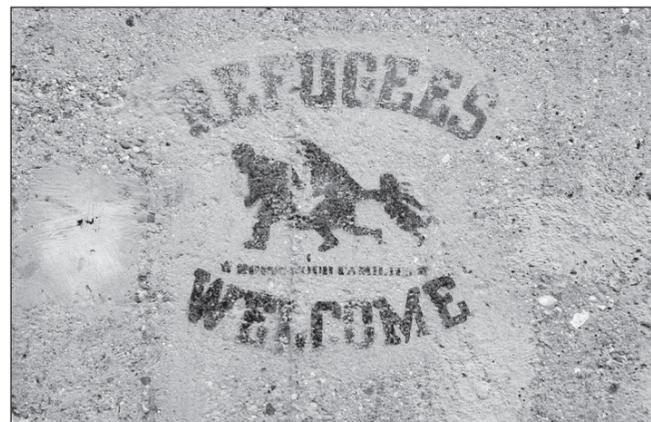
EN MÉDITERRANÉE, L'UNION EUROPÉENNE TUE LES MIGRANT·E·S



« PAS DE PAUVRETÉ, PAS DE MIGRATION » ?

Lors du sommet de La Valette les 11 et 12 novembre 2015, réunissant les chefs d'État africains et européens, l'UE a présenté la « crise migratoire », qui toucherait l'Europe, comme un « défi commun » ou encore « une responsabilité partagée ». Le plan d'action mis en place à cette occasion est sans ambiguïté : sous couvert de quelques mesures concernant le développement et la migration autorisée, ce sont surtout les aspects répressifs qui prévalent et en particulier le retour ou la réadmission des migrantEs en situation dite irrégulière. La lutte contre la pauvreté affichée comme principal moteur de régulation des migrations vers l'Union européenne a permis, grâce au chantage exercé par cette dernière dans le cadre de l'Aide publique au développement (APD), de créer des outils sécuritaires cherchant à juguler à distance les migrations. Les « Accords de gestion concertée des flux migratoires » conditionnent le versement de l'APD au respect des engagements des pays bénéficiaires dans la lutte contre les migrations venant de leur pays, ou celles y transitant. En 2015, l'UE a ainsi créé le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, « en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées ». Ce fonds est doté de 2,8 milliards d'euros. D'après le programme de La Valette, ce financement doit contribuer au développement économique, à la gestion de la migration, à la stabilité et à la « bonne gouvernance » des pays concernés.

Le Conseil de l'Europe déclarait en juin 2015 : « L'immigration clandestine peut être prévenue par l'aide au développement ». La pauvreté serait donc la « cause profonde » des migrations internationales, et l'aide publique au développement un levier pour éradiquer la pauvreté et éviter que les populations les plus démunies ne quittent leurs pays.



WIKIMEDIA COMMONS

Façade humanitaire

Le but principal de cette politique est de « réduire les flux des migrations illégales » et « d'accroître les taux de retour », auquel, pour faire bonne mesure, a été ajouté un pseudo discours humanitaire : « lutter contre le trafic d'êtres humains », « permettre aux migrants de rester plus près de chez eux » et, comble du cynisme, « sauver des vies en Méditerranée ». Derrière cette façade humanitaire la priorité est donnée à l'organisation de « retours rapides et efficaces » et de développer les coopérations nécessaires avec les autorités policières et consulaires des pays. À titre d'exemple, sur les 140 millions d'euros accordés au Niger, 83 millions sont attribués à des projets concernant le contrôle policier et la gestion des flux migratoires. Une quarantaine

de millions est destinée à des programmes de soutien économique, lesquels sont gérés par des agences allemandes et espagnoles, et tardent à se mettre en place. Il ressort également que, lors d'une rencontre tenue à Malte, en février 2017, entre l'UE, ses membres et des pays africains, l'Union africaine a remarqué que les premiers bénéficiaires du fonds fiduciaire n'étaient autres que les agences de développement de différents pays européens...

Externalisation des frontières de l'Europe

Les accords de gestion concertée des flux migratoires cosignés par les pays concernés et l'UE conditionnent le versement de l'APD au respect de leurs engagements de lutte contre les migrations venant de leur pays.

Cette politique de l'obole sous contrainte vient après des dizaines d'années durant lesquelles le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, la Banque centrale européenne... ont imposé des « ajustements structurels » amenant encore plus de pauvreté. Les conflits et les guerres fomentées par les puissances occidentales pour maintenir leur mainmise néo-coloniale participent également de l'appauvrissement des pays d'origine des migrantEs, et ont engendré de gigantesques déplacements de populations. Sans même parler des politiques productivistes et polluantes qui bouleversent l'environnement et jettent sur les routes des millions de réfugiés climatiques... L'Union européenne a imposé par le chantage économique et le contrôle par les pays d'origine et de transit, la marchandisation de l'immigration. Cette dernière est devenue, comme n'importe quelle matière première, négociable dans le cadre des relations capitalistes entre l'Europe et les pays d'origine des migrantEs. Ainsi les pays de transit et d'origine des migrations gèrent-ils par procuration l'externalisation des frontières de l'Europe, en échange d'une coopération économique susceptible de leur garantir quelques miettes des ressources destinées à la surveillance des frontières et à la répression des candidatEs à la migration.

CorrespondantEs

LA FIN DU DROIT D'ASILE?

Jeudi 2 juin, le Parlement danois adoptait, par 70 voix contre 24, un projet de loi permettant au pays de « sous-traiter » ses demandes d'asile: le gouvernement danois peut désormais envoyer les personnes ayant déposé un dossier de demande d'asile au Danemark dans un autre pays, en dehors de l'Union européenne, le temps de l'examen de son dossier.

Le droit d'asile a des origines très anciennes. Il a progressivement été introduit dans des législations nationales et internationales. Certes, il y a toujours eu une part d'arbitraire dans son application: les réfugiés de l'empire russe après 1917 en ont largement bénéficié; par contre, les juifs allemands persécutés par les nazis ont vu dans les années 1930 leurs demandes d'asile en France et dans d'autres pays massivement rejetées.

Un droit consacré

Le droit à l'asile a été solennellement proclamé après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi en 1946, l'article 14 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* stipule: « *Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.* » La Convention de Genève de 1951 a donné à cette protection une traduction en droit international public. L'arbitraire n'a cependant pas totalement cessé dans l'acceptation des demandes et s'est renforcé à partir des années 1960. La plupart des pays occidentaux qui avaient assez libéralement accueilli notamment les réfugiés des pays de l'Est au cours de la guerre froide commencent alors à prendre des dispositions qui accroissent le taux de rejet des demandes.

Cette politique restrictive s'est poursuivie au point de vider largement le droit d'asile de son effectivité. Néanmoins, le principe subsistait: le demandeur d'asile a droit à un examen individuel de sa demande pour peu qu'il arrive sur un territoire « sûr »,

ce que les États s'acharnent de plus en plus à empêcher (cf. les accords de l'Union européenne avec la Turquie sur les réfugiés syriens).

Un pas supplémentaire vers la barbarie

Un seul pays occidental avait jusqu'à présent ouvertement rompu avec ce principe: l'Australie, où le traitement des réfugiés et des demandeurs d'asile est une tâche confiée, avec des incitations financières, à des pays tiers (la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Nauru dans le Pacifique). Mais le Parlement danois a adopté le 3 juin un projet de loi prévoyant de renvoyer vers un pays tiers les demandeurs d'asile. Le Danemark a déjà conclu un protocole d'accord avec le gouvernement rwandais, qui couvre la migration, l'asile, le retour et le rapatriement. Il s'agit en fait de dissuader toute demande d'asile: quel étranger demandeur d'asile se présentera au Danemark sachant qu'il sera renvoyé au Rwanda ou dans un autre pays (Tunisie, Égypte, Erythrée sont évoqués)? Le gouvernement de Mette Frederiksen a un objectif affirmé: « Zéro réfugié ». Et elle appartient au parti social-démocrate!

Ce n'est pas la première manifestation d'hostilité aux réfugiés du gouvernement « de gauche » danois mais c'est la plus significative. La mise en œuvre d'une telle politique dans d'autres pays marquerait la fin d'un principe, certes ébréché, mais qui peut encore constituer un recours. Un pas supplémentaire vers la barbarie.

Henri Wilno

LE BUSINESS DES FRONTIÈRES... ET DES CAMPS

Les « passeurs » de migrantEs sont régulièrement – et à juste titre – accusés de tirer profit de la détresse de populations fuyant la guerre et la misère. On entend en revanche moins parler de ces entreprises qui, en toute légalité, dégagent des bénéfices considérables grâce à ce qu'il est désormais convenu d'appeler le business des frontières et des camps.

Le 12 janvier 2017, nombre de téléspectateurEs d'« Envoyé spécial » découvraient, à l'occasion de la diffusion d'un reportage intitulé « *Qui veut gagner des migrants?* », un étrange personnage: Bert Karlsson. Ancien responsable d'un parti d'extrême droite, cet entrepreneur était alors devenu le leader incontesté du « marché » des camps de migrantEs en Suède.

Le florissant « marché du migrant »

Bert Karlsson avait répondu à un « appel d'offres » du gouvernement, destiné à confier au secteur privé l'hébergement des demandeurEs d'asile. Un cas qui est loin d'être isolé. On trouve des dizaines d'exemples de ces spécialistes du « marché du migrant » en Suède, en Grande-Bretagne, en Italie... ou en France. Au cours du même reportage, on avait ainsi pu faire la connaissance d'Antoine Houdebine, directeur commercial de l'entreprise Logistic Solutions, qui avait remporté le marché de la production et de l'installation des containers destinés à loger les migrantEs du camp de Calais. Questionné sur les éventuels problèmes de morale qui se poseraient à celui qui tire profit de la détresse des migrantEs, Antoine Houdebine ne faisait pas dans la poésie: « *Le marché du migrant c'est une production comme une autre, elle est spécifique mais elle est comme les autres.* »

« Le marché du migrant »: l'absence de scrupules de certains capitalistes a le mérite de nommer une réalité peu connue et que d'aucuns voudraient continuer à dissimuler. Une réalité pourtant dénoncée depuis de nombreuses années par des militantEs et des chercheurEs, par exemple au sein du réseau Migreurop, auteur



en juillet 2016 d'un rapport au titre explicite: « *La détention des migrants dans l'Union européenne: un business florissant.* »

Un marché de 25 milliards de dollars

Dans un article publié en mai 2017 dans *le Monde diplomatique* (« Les réfugiés, une bonne affaire ») Nicolas Autheman révèle que le volume annuel de ce business dépassait alors, à l'échelle mondiale, les 25 milliards de dollars. Conséquence: « *Cabinet d'audit, vendeur de cartes de paiement ou géant de l'ameublement: sitôt qu'un camp ouvre, des entreprises se précipitent.* » Ces entreprises ne se singularisent évidemment pas par leur altruisme ou leur empathie à l'égard des migrantEs: baisse des coûts et donc dégradation des conditions d'accueil (restauration, structures sanitaires, etc.) et des conditions de travail des personnels; migrantEs

employés, dans certains camps en Grande-Bretagne, pour des tâches liées au fonctionnement quotidien (ménage, cuisine, etc.), avec des salaires largement inférieurs aux normes nationales; monopole sur certains services indispensables (comme les communications téléphoniques) facturés à des tarifs anormalement élevés, etc.

Dans la lutte sans merci que se livrent les entreprises, souvent multinationales, pour avoir accès à la manne du « marché du migrant », les groupes français ne sont pas en reste, avec notamment l'entreprise GEPSA (Gestion établissements pénitenciers services auxiliaires), filiale de Cofely, elle-même filiale d'Engie (ex-GDF-Suez).

Les frontières: l'autre business

Autre business juteux, et pas des moindres: le contrôle des

frontières. La juriste Claire Rodier, auteure dès 2012 d'un ouvrage de référence sur la question (*Xénophobie business: à quoi servent les contrôles migratoires?*), évoque cet autre marché dans un article publié en 2014 (« Le business de la migration »): « *On pense aux profits tirés du développement de la technologie sécuritaire dans le secteur de la surveillance des frontières, mais aussi de tout ce qui ressort dans les pays d'immigration des législations sur l'accueil, l'hébergement, la détention et l'expulsion des étrangères et des étrangers. Dans les deux cas, les bénéficiaires de cette manne sont à titre principal des entreprises privées: industries d'armement et aéronautique, sociétés d'assurance, sociétés de sécurité, prestataires privés pour la gestion des visas, ainsi qu'une kyrielle d'opérateurs impliqués dans l'application des politiques migratoires et d'asile.* »

Les sommes en jeu sont là aussi colossales: le marché de la sécurité des frontières en Europe équivalait à 17 milliards d'euros en 2016 et devrait, selon certaines estimations, atteindre près de 50 milliards d'euros en 2022¹. Un marché dont profitent des multinationales comme G4S, Thales, Finmeccanica ou Siemens, et dont la privatisation est assumée par les plus hautes instances européennes, à l'image de l'ex-commissaire européen chargé de la Justice et des Affaires intérieures, Franco Frattini, qui déclarait en 2007: « *la sécurité n'est plus un monopole des administrations, mais un bien commun, dont la responsabilité et la mise en place doivent être partagées entre le public et le privé.* »

Julien Salingue

¹ - Observatoire des multinationales, « Les frontières, un "business" en pleine expansion en Europe », juin 2019.

ESSAI MIGRATIONS FORCÉES, DISCRIMINATIONS ET EXCLUSIONS

Coordonné par Claude Calame et Alain Fabart. Éditions du Croquant, 220 pages, 15 euros.

L'arrivée de migrantEs en Europe depuis quelques années a été décrite. Une prétendue « invasion » est invoquée pour permettre à des politiques racistes et xénophobes de laisser mourir sur les routes de l'exil des dizaines de milliers de personnes chaque année et de les maltraiter une fois à destination. Pourtant, des chiffres existent, probants, qui démythifient cette « vague » migratoire. L'ouvrage coordonné par Claude Calame et Alain Fabart s'interroge sur les raisons de ces mensonges et sur les usages politiques qui peuvent en être faits. Il offre une analyse des enjeux des migrations forcées et de leurs conséquences en termes de stigmatisation et de discriminations au travers de douze contributions.

Enjeux de l'Europe forteresse

Mesures de contrôle policier aux frontières, hotspots et camps d'enfermement, externalisation des frontières européennes, criminalisation de la solidarité, entraves juridiques, répression, stigmatisation et invisibilisation des

personnes exilées: l'Europe forteresse est décortiquée au travers du regard d'une douzaine de spécialistes issus des sciences sociales, de sociologues, de juristes, de politologues, d'anthropologues, mais aussi de militantEs.

Les premières contributions reviennent sur les enjeux principaux liés aux migrations internationales, à l'échec de leur gestion par les organismes internationaux, ainsi qu'aux notions de « liberté de circulation » et de « droit d'hospitalité », impossibles à garantir dans ce monde régi par des souverainetés nationales.

Causes et conséquences de l'exil

Dans la suite de l'ouvrage, plusieurs auteurs et autrices rendent compte des responsabilités de la mondialisation et du système capitaliste néolibéral et néocolonial dans les causes de l'exil et de leurs conséquences pour les personnes concernées. Pour la bourgeoisie, s'assurer une main-d'œuvre disponible et peu chère ici comme dans les pays du Sud est le seul moyen de garantir sa plus-value.

Dans cet objectif, elle doit fabriquer et exploiter des « fantômes migratoires », distillés au travers de discours plus ou moins ouvertement racistes pour effrayer et diviser la classe laborieuse.

Ces discours et les politiques inspirées de ces visions ont pour effet d'accroître les discriminations et la négation des droits des personnes migrantes. Rejet, invisibilité, exclusion, répression: la catégorie du migrant se définit par la négative, par l'illégalité du séjour sur un territoire. L'absence de statut condamne les personnes en exil à des conditions de vie précaires, à des violences policières et à des pressions psychiques.

Dans les derniers chapitres, les auteurs font le lien entre les migrations forcées par les catastrophes naturelles, réchauffement climatique et droit à la migration. Le rappel des combats altermondialistes conclut l'ouvrage en soulignant que seul un changement radical de système pourra prévenir la destruction de la planète... et mettre en place une politique migratoire décente.

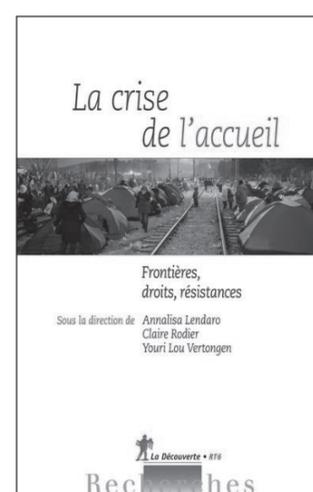
Aude Martenot

Paru dans le n° 384 de *solidaritéS* (Suisse).

ESSAI LA CRISE DE L'ACCUEIL: FRONTIÈRES, DROITS, RÉSISTANCES

Sous la dir. de Annalisa Lendaro, Claire Rodier et Youri Lou Vertongen, La Découverte, 350 pages, 25 euros.

« Au-delà du seul règlement Dublin qui en est l'emblème, on constate que les politiques conduites dans les domaines de l'immigration et de l'asile non seulement traduisent un décalage croissant entre les principes de droit international, qui engagent tous les pays européens, et le traitement réservé en pratique aux exilés et aux migrants, mais induisent une perception biaisée voire hostile du fait migratoire par l'opinion publique, qui nourrit l'idée de "crise", volontiers instrumentalisée par certains dirigeants européens. » Dans l'introduction de l'ouvrage qu'il et elles ont coordonné, Annalisa Lendaro (sociologue), Claire Rodier (juriste) et Youri Lou Vertongen (politiste) questionnent l'idée en vogue de « crise migratoire », établissant que ladite crise est une notion politiquement construite, visant à faire porter la responsabilité de la « crise » sur les migrantEs eux-mêmes et à considérer le fait migratoire comme une menace.



De quelle crise parle-t-on?

Un discours particulièrement dangereux que l'ouvrage, qui regroupe une douzaine de contributions, entend déconstruire, au moyen d'approches pluridisciplinaires, d'enquêtes de terrain et de mises en perspective qui permettent de comprendre que la « crise » n'est pas nécessairement là où on le pense.

Crise de l'accueil? Crise des frontières et de leur gestion? Crise de la solidarité? Du Royaume-Uni à la Grèce, de l'Allemagne à la Hongrie, de Calais à Lampedusa, les enquêtes des universitaires et journalistes qui ont nourri ce solide ouvrage nous permettent non pas de nous « mettre à distance » des situations tragiques et des politiques qui les perpétuent, quand elles ne les amplifient pas, mais d'en comprendre les ressorts et les enjeux. De la « gestion meurtrière des frontières » aux expériences de solidarité en passant par la production de catégories et de mots (« réfugié », « passeur », « migrant économique ») qui obscurcissent davantage qu'ils n'éclaircissent le réel, les travaux compilés dans le livre offrent des points de repère, des clés de compréhension, mais aussi des arguments pour toutes celles et tous ceux qui refusent de se résigner face au discours de la « crise migratoire » et face à la vague réactionnaire et xénophobe qui traverse toute l'Europe. J.S.

MONOPRIX Une grève qui force le respect



Une grève à Paris en plein été? Une grève longue, dans le commerce de surcroît, pour des revendications qui ne portent ni sur les salaires ni sur l'emploi? Ça existe. Depuis le 24 juin dernier, 26 salariéEs sur la centaine que compte le Monoprix République sont en grève.

Depuis cette date, ils et elles défendent bec et ongles de meilleures conditions de travail : l'arrêt de la polyvalence, des sanctions et autres intimidations et le respect des restrictions médicales. La grève fait suite à une journée d'action sur l'enseigne le 3 juillet dernier, à l'appel de la CGT, contre le sous-effectif. En dépit de l'interdiction prononcée le 9 juillet dernier par la justice, saisie par la direction, de manifester dans le magasin, la lutte continue devant. Un protocole de fin de conflit est sur la table depuis deux semaines maintenant mais la réponse du siège de l'entreprise se fait attendre alors que le directeur, à l'origine du conflit, est lui... parti en vacances!

Contre le mépris, soutenir les grévistes!

Pourtant, c'est l'intransigeance de ce dernier à vouloir ouvrir le magasin dès 8 heures qui fait que le conflit dure : en effet, cette ouverture obligerait les salariéEs, qui habitent le plus souvent loin de la capitale, à venir dès 6 heures du matin pour préparer les rayons alors que, outre l'impact sur leur vie personnelle, certains n'ont même pas de transports en commun. La réponse de la direction? Venir en vélo! La situation n'est pas sans rappeler une autre grève elle aussi animée par la CGT, celle du Monoprix Roquette, qui a duré 38 jours durant l'été 2012 avant une victoire éclatante. Contre ce mépris de classe, pour les aider à gagner, bref se faire respecter, on peut venir soutenir les grévistes sur le piquet toute la semaine, sauf le dimanche, de 10h à 15h au 164, rue du Temple et verser à la caisse de soutien : <https://www.leetchi.com/c/aidons-les-employes-en- greve-de-monoprix-republique> LD

AUTOMOBILE

La voiture électrique : greenwashing et vraies suppressions d'emplois

La Commission européenne a proposé de réduire à zéro les émissions de CO₂ des voitures neuves à partir 2035, ce qui entraînera de facto l'arrêt des ventes de véhicules essence et diesel, au profit des motorisations 100 % électriques. Le processus est clairement engagé, mais les voitures électriques... ne sont pas plus écologiques

Si l'écologie était en ce domaine la motivation principale de l'Union européenne, elle aurait choisi d'investir massivement dans les transports collectifs et proposé des solutions qui permettent de se passer de l'usage trop souvent contraint de la voiture. Au contraire, la Commission européenne défend toujours la priorité à la voiture individuelle devenue électrique. Or le bilan énergétique d'une voiture électrique, de l'extraction des métaux pour les batteries, à la fabrication et au traitement impossible des déchets, n'est globalement pas meilleur que celui des voitures à essence.

Ce n'est pas le total des émissions, mais seulement leur répartition tout au long du cycle de vie des véhicules qui va être modifiée. L'électricité provient en immense majorité de centrales fonctionnant au charbon ou à l'énergie nucléaire. Quel progrès par rapport au pétrole! Cobalt et lithium sont parmi les composants des batteries actuelles. Amnesty International a documenté comment plus de la moitié du cobalt extrait à travers le monde provient de la République démocratique du Congo où le travail des enfants est requis pour des tâches manuelles d'extraction rémunérées un dollar par jour. Alors que l'heure est aux économies d'énergie, les voitures électriques deviennent de plus en plus lourdes, en raison de batteries devant offrir une autonomie en kilomètres croissante. Deux tonnes de carcasse métallique pour des déplacements individuels de souvent seulement quelques kilomètres :



WIKIMEDIA COMMONS

les voitures électriques aggravent cette aberration.

La voiture électrique : l'espoir d'un nouveau débouché

Parmi les bouleversements des chaînes de valeur entraînées par ce passage à la motorisation électrique, il y a la réduction du rôle de l'industrie pétrolière. On peut s'étonner de son silence face aux mesures en préparation. Le plus probable est quelle y trouve un intérêt. La caractéristique, en terme de dizaines d'années, des ressources pétrolières exploitables, est pris en compte par un secteur dont la richesse est fondée sur l'exploitation d'une rente. Autant faire durer cette rente le plus longtemps possible en lissant les niveaux d'extraction. On a d'ailleurs entendu les constructeurs automobiles protester contre cette interdiction à l'horizon 2035. À commencer par Tavares, le patron de PSA Stellantis. Mais Volkswagen, qui

investit 73 milliards d'euros d'ici à 2025 dans les voitures électriques, a été l'un des instigateurs de la décision. Et en France, le lobby automobile associant firmes automobiles, équipementiers et garagistes, a rapidement reconnu que ce scénario de l'interdiction en 2035 était « envisageable ». Si chaque constructeur peut avoir en effet intérêt à la prolongation des ventes de voitures essence et diesel, l'industrie dans son ensemble est confrontée à la stagnation des ventes d'automobiles « classiques » sur le continent et à la nouvelle concurrence au plan mondial venue de Chine ou de la firme californienne Tesla. Pour la Commission européenne, l'objectif est de trouver de nouveaux débouchés pour les firmes capitalistes dans leur ensemble : favoriser le renouvellement par une sortie forcée de millions de voitures du parc en circulation. Cela ne signifie pas plus de voitures mais des voitures plus chères, pour les plus riches, générant plus de profit. Le « plus » ne se mesure pas en quantité de marchandises mais en chiffres d'affaires et en profits générés. Les mesures appliquées par les patrons capitalistes en matière d'environnement sont, du point de vue écologique, du

« greenwashing », car il agit bien de mesures cosmétiques sans effet avéré sur le climat. Mais en ce qui concerne les salariéEs et l'organisation de la production, c'est une vraie occasion pour de vraies restructurations.

Ce n'est pas aux salariéEs de payer

Dans leurs déclarations publiques les patrons de l'automobile avancent la possibilité de la suppression de 30 000 à 40 000 emplois pour les années qui viennent. Ce qui se passe pour les fonderies automobiles en cet été 2021 n'est à cet égard qu'un hors-d'œuvre. Les « giga usines » de batteries qui s'installent partout en Europe ne se substitueront pas, en termes d'emplois, aux chaînes de production menacées. Celle dont Macron a fait la promotion dans les Hauts-de-France avec Renault est une usine d'assemblage de composants fabriqués ailleurs par son propriétaire – le groupe chinois Envision. 1 000 emplois y sont annoncés d'ici à 2025 alors que l'usine Renault de Douai, situé à quelques kilomètres de là, employait 5 000 salariéEs en 2010. Vu le nombre des emplois en jeu dans toute la filière, la garantie de l'emploi et l'interdiction des licenciements ne se gagneront pas usine par usine dans le respect de la propriété privée des moyens de production et du profit. Les solutions à mettre en avant doivent être à la mesure des bouleversements prévisibles. La garantie de l'emploi pour toutes et tous passe par la réduction du temps de travail et aussi par une production respectueuse de l'environnement, utile pour tant de besoins encore non satisfaits et débarrassée de la soumission aux impératifs du profit capitaliste. Urgence climatique, urgence sociale! Il est temps pour le mouvement social et ouvrier de passer aux actes de lutte.

Blog NPA auto-critique



l'Anticapitaliste la revue

Le n°127 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

ÉCOLOGIE Crise environnementale et services publics : le cas des forêts

Ce texte fait suite à l'article « Crise environnementale et services publics : le cas des forêts » paru la semaine dernière dans notre hebdomadaire.

bénéfice de la libéralisation de l'économie, il n'y a plus grand monde pour les défendre dans leur état actuel. Pourtant ils n'ont jamais été aussi utiles à la société et nécessitent d'être « mis à jour » au regard des aspirations sociales, démocratiques et écologiques exprimées dans les luttes ces dernières années.

Penser les services publics dans l'écocapitalisme

Avec la privatisation et la dégradation que subissent actuellement les services publics, ils ont du plomb dans l'aile. Présentés par les gouvernements des dernières décennies comme de simples rouages techniques à réformer au

Si l'on prend le cas de la sécurité sociale, elle n'a pas grand-chose, si ce n'est rien, à voir avec un rouage technique. Elle était au contraire à ses débuts une formidable prémisse de démocratie sociale

Il s'agit du même dispositif référendaire que celui utilisé en 2019 pour faire échec à la loi de privatisation des aéroports de Paris. La « proposition de loi de programmation pour garantir un accès universel à un service public hospitalier de qualité » vient d'être déposée au Conseil constitutionnel et, sous réserve de validation par celui-ci, devra recueillir 4,7 millions de soutiens de la part des électeurEs.

On reste sur sa faim

Si l'on peut partager un certain nombre de constats et de déclarations d'intention figurant dans l'exposé des motifs, on reste cependant sur sa faim quant aux mesures annoncées « pour garantir l'accès universel à un service public hospitalier de qualité ».

C'est le cas notamment quand il s'agit de déterminer les capacités d'accueil (nombre de lits) nécessaires pour répondre aux besoins de la population d'un territoire. On renvoie cette évaluation au Conseil territorial de santé puis à la Conférence régionale de santé et d'autonomie, deux instances à la main des Agences régionales de santé.

C'est le cas également quand il s'agit d'établir des ratios minimum de personnel par lits ouverts ou par passages, dispositifs déjà connus et même faisant l'objet de normes réglementaires depuis parfois 20 ans dans certaines spécialités (réanimation, pédiatrie, chirurgie cardiaque, dialyse...). On est encore moins convaincu par l'efficacité potentielle de

SANTÉ À propos de l'initiative « Notre hôpital, c'est vous »

Sollicités par des soignantEs issus des Collectifs inter-urgences et inter-hôpitaux (CIH), plus de 200 parlementaires ont lancé la procédure d'un référendum d'initiative partagée (article 11 de la Constitution) afin de « réformer l'hôpital public pour replacer le soin, l'humain et les besoins de santé de la population au centre du système ».

cette mesure lorsqu'on apprend que l'élaboration de ces ratios serait confiée à la Haute autorité de Santé et que leur mise en œuvre locale serait du ressort de la Commission des soins infirmiers, deux instances institutionnelles existantes qui n'ont guère démontré leur indépendance et leur opérationnalité.

Quelle « démocratie sanitaire » ?

S'agissant de la « démocratie sanitaire », formule omniprésente dans les déclarations des promoteurs du référendum d'initiative partagée, on ne peut qu'être frappé par le manque d'ambition des signataires du texte de la proposition de loi. Car à aucun moment il n'est question d'inverser la tendance centralisatrice et technocratique mise en place depuis plus de 20 ans et en particulier par la fameuse « nouvelle gouvernance » fleuron de la loi HPST (loi Bachelot) de 2009.

Et que dire de la volonté affichée de renforcer la démocratie sanitaire à l'échelon de l'établissement. On



ne propose là que des aménagements à l'eau tiède concernant la représentation des usagerEs, de la communauté médicale et de la commission des soins infirmiers qui ne contrebalanceront nullement les pouvoirs verticaux attribués aux ARS, via les chefs

d'établissement. On notera au passage que la représentation des personnels non médicaux par l'intermédiaire de leurs éluEs sur listes syndicales est complètement ignorée par la proposition de loi. On observera également que dans l'exposé des motifs, il n'est jamais fait mention des mobilisations importantes des personnels qui ont fleuri dans les services d'urgence, dans les EHPAD, et d'une manière générale dans de très nombreuses structures de santé et médico-sociales depuis 2019. L'initiative de groupes de soignantEs réunis autour de la plateforme « Notre hôpital, c'est vous » et relayée par des parlementaires nous semble une base très insuffisante pour correspondre au niveau de dégradation atteint par le service public hospitalier. Nous verrons si la procédure du référendum d'initiative partagée permettra de mobiliser les professionnelEs et les usagerEs du service public hospitalier et peut-être de radicaliser sa base revendicative.

Daniel (comité pays malouin)

LIMOUSIN Les moyens de l'antiterrorisme pour mener une vaste opération de renseignement

Le mardi 15 juin 2021, dans le cadre d'une enquête sur l'incendie d'un relais TDF en Haute-Vienne (janvier 2021), un important déploiement policier a eu lieu dans plusieurs endroits en Limousin avec l'appui de la sous-direction anti-terroriste (SDAT), menant à des gardes à vue et/ou perquisitions pour 12 personnes.

Pour finalement trois mises en examen : deux pour destruction en bande organisée par moyen dangereux ; la troisième pour association de malfaiteurs en lien avec ladite bande organisée parce que la personne partage « de nombreuses idéologies en lien avec le souci d'une préservation de la nature (notamment la forêt limousine), ou encore le refus de voir installer des équipements technologiques (compteurs Linky, 5G) ».



NPA

Filatures et écoutes téléphoniques

Toutes ont été interrogées sur leurs réseaux de sociabilité : associations culturelles, groupement forestier, soutien aux sans-papiers, etc. Du matériel a été saisi : ordinateurs, téléphones portables, documents, objets personnels, toujours entre les mains de la police, sans justificatifs.

Les interrogatoires ont montrés que, depuis plus de six mois, la police avait mis en place des filatures et des écoutes téléphoniques, placé des micros dans les maisons et les véhicules, installé des keyloggers sur des ordinateurs, relevé de l'ADN.

Environ 40 enquêteurs mobilisés, déjà un dossier de plusieurs milliers de pages et des investigations qui vont se poursuivre. Les moyens policiers de l'antiterrorisme sont utilisés pour une vaste opération de renseignement et de mise sous pression des personnes « qui agissent au quotidien contre la dégradation des conditions de vie sur terre et les atteintes constantes à la dignité humaine. » (comité de soutien)

Les trois personnes mises en examen sont en liberté surveillée. Le parquet a fait appel le 15 juillet pour les incarcérer. Près de 200 personnes se sont rassemblées devant le tribunal en soutien.

Comme le souligne le comité de soutien : « Cette opération demande donc une réponse collective pour signifier à la fois que nous voulons appuyer les personnes mises en examen pour leur assurer une juste défense et signifier que nous ne nous laisserons pas terroriser. »

Correspondant 87

SNCF Toulouse : grève à grand rayon d'action

Du 25 mai à la mi-juin, la grande majorité des 34 agentEs du PRGA (poste d'aiguillage à grand rayon d'action) de Toulouse ont été grève reconductible.

La grève a été votée tous les jours par une assemblée générale des grévistes qui se sont organisés avec une détermination sans faille. Le directeur d'établissement (DET) a eu beau se plier en quatre et les chefs tenter de faire rouler les trains à tout prix, rien n'y a fait !

Deux embauches obtenues

Les collègues ont eu confiance dans leur capacité à faire reculer la direction et ils et elles ont eu parfaitement raison : ils ont obtenu

deux embauches supplémentaires. Une preuve que les suppressions de postes ne sont pas une fatalité ! Mi-juin, les grévistes ont décidé à l'unanimité de relancer la grève en juillet, et pour tout l'été, si leur paye n'augmente pas de 250 euros par mois immédiatement. Dans l'intervalle, des contacts pris avec des agents-circulations d'autres coins de France ont commencé à se nouer. Et si la grève toulousaine en inspirait bien d'autres ?

CorrespondantEs



DR

offrant un lendemain à l'ensemble des personnes, puisque propriété de touTEs les travailleurEs et gérée en très grande partie par elles et eux.

La formule « Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » résume assez bien l'idéologie dans laquelle elle puise son fondement. C'est en France, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un pilier du mouvement ouvrier et a fortiori du mouvement révolutionnaire. Les services publics se sont donc en grande partie construits autour de questions sociales. Mais l'écologie est absente de ce pilier, élaboré à une époque où le productivisme était un objectif porté par presque tous les courants de pensée.

Depuis, les questions environnementales sont peu à peu intégrées par le mouvement ouvrier en termes de



WIKIMEDIA COMMONS

réflexion mais restent, en cette période de forts reculs sociaux et démocratiques, difficiles à insérer dans le projet de société que nous portons. Elles se cantonnent souvent à s'opposer à de

nouvelles nuisances et parviennent difficilement à intégrer ces réflexions dans la perspective d'un changement radical de société. L'écosocialisme est en ce sens un concept clé puisqu'il ne met pas en opposition l'écologie et le social mais postule au contraire qu'une société du commun et qui le reste dans le temps ne peut se réaliser qu'en les associant. À l'heure où la dégradation de la santé et celle de l'environnement vont de pair, l'écosocialisme est alors une nécessité pour trouver un horizon viable et enviable.

Retour sur les forêts

Si l'on revient sur le cas des forêts, de la casse des services publics et de la crise environnementale causée par le capitalisme, on voit bien la nécessité d'un changement radical de cap. Il est

central de se mobiliser pour défendre de ce qu'il reste de l'ONF, de Météo France et des pompierEs. Ce qui doit passer par des réouvertures de sites dans les territoires délaissés, de meilleures conditions de travail ou encore par des embauches massives. Ce qui permettrait alors d'avoir les capacités de lutter contre la malforestation, d'éviter la propagation des incendies et bien d'autres.

Mais plus encore, il est nécessaire de porter un projet renouvelé de services publics en les sortant d'une logique productiviste et de rentabilité. Des services qui ne s'arrêtent pas à limiter en apparence leurs impacts environnementaux mais dont les objectifs visés soient réellement de préserver l'environnement et la santé. Cela doit évidemment s'appuyer sur les mobilisations tout en

visant à dégager les capitalistes et les multinationales des CHSCT, des conseils d'administration et autres cadres de réflexion et de décision. Puisque c'est bien souvent dans ces cadres que se préparent ou se finalisent les privatisations. Il s'agit aussi de faire bloc contre la délégation du public vers le privé de nombreux secteurs tels que les barrages éminemment liés à la question de l'eau. Enfin l'objectif doit être d'arracher de leur propriété privative de nombreux autres domaines tel que celui du sport, fortement lié à la santé, et qui peuvent aussi avoir d'importants impacts environnementaux dans les conditions actuelles (captage d'eau, artificialisation des sols, terrains de golf, stations de ski). Donc un projet offensif contre le capital et pour le commun !

Commission écologie du NPA 31

Université d'été**Demandez le programme!**

Rendez-vous traditionnel et apprécié marquant la rentrée du NPA, l'université d'été se déroulera du dimanche 22 au mercredi 25 août à Port-Leucate, près de Perpignan.

Comme chaque année, militantEs et sympathisantEs du NPA se retrouveront pour quatre jours d'ateliers, discussions, projections-débats... dans un cadre convivial, à deux pas de la plage. Dans un contexte compliqué lié à la situation sanitaire, toutes les précautions seront prises pour en faire un moment de politique et de convivialité tout en assurant la santé de toutes et tous.

Des thèmes...

Au programme de l'édition 2021 de notre université d'été, plusieurs cycles consacrés à des questions qui ont marqué l'année qui vient de s'écouler et qui ne manqueront pas de continuer à alimenter nos discussions et nos interventions. Le premier d'entre eux concernera la pandémie de Covid-19, qui continue de sévir aux quatre coins du globe et de jouer un rôle de révélateur des impasses mortelles du système capitaliste et de la gestion bourgeoise de la crise sanitaire.

Un deuxième cycle sera consacré aux mutations à l'œuvre dans le monde du travail, entre autres – mais pas seulement – sous l'effet de la pandémie : réorganisations, développement du télétravail, restructurations, licenciements, etc. Un accent particulier sera mis sur les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, particulièrement frappés par la crise en cours.

Le troisième cycle traitera de l'extrême droite et de la menace concrète qu'elle représente aujourd'hui en France, tant d'un point de vue politique que sur le plan de nos activités militantes. Une situation qu'il s'agira de penser en lien avec le développement des extrêmes droites à l'échelle internationale, de leurs expériences au pouvoir, et de l'influence qu'elles exercent sur les programmes et les politiques concrètes des droites « classiques ».

Comme chaque année, les commissions du NPA (commission écologie, commission d'intervention féministe, commission LGBTI, commission santé, groupe de travail économique, etc.) proposeront des ateliers liés aux thématiques sur lesquelles elles interviennent et élaborent toute l'année. La dimension internationaliste sera elle aussi bien présente, avec des ateliers consacrés au Moyen-Orient, à la Birmanie, à l'Amérique latine, à la Kanaky ou encore à la Françafrique. Nous aurons l'occasion d'y revenir la semaine prochaine.

... et des noms!

Enfin, pour terminer cette présentation, sacrifions à l'exercice traditionnel du « name dropping » (exercice non exhaustif, car d'autres sont à venir...). Seront donc à nos côtés cette année les journalistes Morgan Large et Inès Léraud, avec lesquelles nous reviendrons sur les ravages de l'agriculture industrielle, Yasmina Kettal, infirmière et membre du Collectif inter-urgence, qui discutera avec nous de la situation préoccupante des hôpitaux et du système de santé, Gilbert Achcar, qui nous parlera – entre autres – de la situation de la région Moyen-Orient-Afrique du Nord, 10 ans après les soulèvements, Claude Serfati, économiste spécialisé dans les questions de l'industrie de l'armement, Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac, l'historienne Ludvine Bantigny, et aussi les écrivainEs Didier Castino et Fatima Daas.

On y retrouvera aussi nos camarades et amiEs Catherine Samary, Franck Gaudichaud, Frank Prouhet, Hubert Krivine, et bien sûr l'ensemble des militantEs qui animent la direction et les commissions du NPA.

À la semaine prochaine pour la suite de la présentation. En attendant, pensez quand même à vous inscrire!

Commission université d'été

Accueil à partir du samedi 21 août après-midi, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.

INSCRIPTION EN LIGNE: NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021

#Poutou2022**Expropriation, planification, socialisme**

Crise économique, crise sanitaire, crise climatique... Ces crises articulées entre elles sont les symptômes du caractère de plus en plus régressif du capitalisme.

Face à cette situation, le NPA avance un programme de mesures d'urgence, de la levée des brevets sur les vaccins à l'interdiction des licenciements. Mais les événements qui ont assailli l'humanité dans les deux dernières années montrent que ce système n'est pas réformable. Et que par-delà l'anticapitalisme, il faut à nouveau énoncer une alternative. La tare fondamentale du capitalisme est de tout ramener aux « eaux froides du calcul égoïste » pour reprendre une expression de Marx dans le *Manifeste communiste*. Il en résulte que la motivation de l'activité économique est la loi du profit qui amène à prendre en compte non pas les besoins des gens, mais ceux qui s'expriment par un pouvoir d'achat, ce que les économistes appellent la « demande solvable ». Lorsque les capitalistes parlent de surproduction d'une marchandise, cela ne signifie pas que les besoins de cette marchandise soient tous satisfaits mais que ces besoins ne sont pas solvables, c'est-à-dire que les marchandises ne pourraient être vendues avec un profit jugé suffisant. Il peut donc y avoir, par exemple, des dizaines de milliers de logements invendus tandis que des sans-logis dorment dans la rue.

Mettre fin à la loi du profit

C'est aussi la loi du profit qui amène à arbitrer entre telle ou telle production. Des vaccins contre le coronavirus ont été rapidement développés car la maladie mettait à mal l'activité économique et risquait d'étouffer le système de santé des pays riches (systèmes



qui avaient pendant des années subi les conséquences de politiques d'économies et de rentabilisation). Leurs gouvernements ont donc mis sur la table des milliards de crédits publics et de précommandes : les trusts pharmaceutiques ont compris qu'il y avait des profits juteux en perspective. Par contre, l'élaboration de vaccins et de traitements contre diverses maladies tropicales, et lorsqu'ils existent leur mise à disposition, avancent à pas de tortue alors que ces maladies font 17 millions de victimes par an. Mais elles concernent des populations pauvres dont la demande n'est pas solvable (et dont souvent les dirigeants préfèrent s'enrichir que s'attaquer sérieusement aux problèmes de la population). Sans remise en cause draconienne de la loi du profit, les crises des deux dernières années se répèteront tandis que le réchauffement climatique rongera progressivement les conditions mêmes de vie et de survie de centaines de millions

d'humains. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la lutte non seulement pour limiter les dégâts du système mais pour une autre société, une autre économie, un autre monde.

Exproprier, autogérer, planifier

Une société où sera mis fin à la loi du profit, au désordre capitaliste. Pour cela, il faudra exproprier les grandes entreprises et tout le système financier et mettre en place une planification avec comme objectif la satisfaction des besoins et la fin de la course à l'abîme écologique. Cette planification devra être démocratiquement centralisée et reposer sur l'autogestion : les décisions seront prises aux niveaux pertinents. Certaines seront prises au niveau de l'atelier ou du service, d'autres au niveau de l'entreprise, d'autres encore au niveau des quartiers, des communes ou des régions, d'autres au niveau national, au niveau de groupes de pays ou au niveau mondial. Pour prendre les décisions économiques clés, celles

qui concernent toute la population, un plan sera élaboré au niveau national (dans un premier temps) par une structure nationale représentant l'ensemble des structures de discussion/décision locales, après un débat contradictoire et démocratique.

Certains mécanismes de marché continueront d'exister (de même que des entreprises privées de taille réduite) mais ils seront subordonnés au cadre du plan. À l'anarchie capitaliste, seront substitués des mécanismes de choix conscients et démocratiques.

Notre perspective: le socialisme, le communisme

Utopie diront certains. Il existe certes des incertitudes dans cette perspective, des bilans réguliers devront être faits, des corrections apportées et les dérives bureaucratiques fermement contrôlées. Mais le capitalisme conduit à des catastrophes inévitables et certaines. C'est pourquoi les anticapitalistes et révolutionnaires, tous ceux qui veulent sincèrement et résolument s'opposer à la catastrophe imminente doivent affirmer qu'une perspective alternative est nécessaire et possible : une société écosocialiste, communiste. Pas le système de l'URSS stalinienne et de la Chine en fait capitaliste, mais le projet pour lequel des millions de travailleurEs se sont battus tout au long du 20^e siècle. Notre objectif est d'en convaincre la majorité de celles et ceux qui n'ont rien à perdre ou pas grand-chose à la fin de ce système inhumain. Pour qu'ils et elles se mettent en mouvement, qu'ils et elles s'organisent car, malgré son caractère de plus en plus régressif, le capitalisme ne tombera pas de lui-même comme un fruit mûr.

Henri Wilno

#Poutou2022**À la rencontre des éluEs pour les 500 parrainages**

Cette année, du fait de la pandémie et des difficultés internes qu'elle a accentuées, nous avons commencé avec un certain retard par rapport à la campagne de pré-signatures pour les présidentielles 2017. Pour autant, nous avons d'indéniables points d'appui avec la figure de notre candidat, bien plus connu, et le ressenti des éluEs quant à la situation politique (au sens large de la gestion des crises économique, sanitaire, écologique, politique...).

Le nom de Philippe Poutou parle largement aux maires, mais aussi à celles et ceux que l'on rencontre dans les mairies et qui côtoient les maires : les adjointEs et les secrétaires. Ce sont aussi elles et eux qui identifient Philippe à quelqu'un qui leur ressemble, connaît leurs préoccupations et leurs problèmes ou ceux de membres de leur famille, notamment sur le boulot et les risques de licenciement.

Les effets de la crise sanitaire

La situation a politisé les éluEs, y compris celles et ceux en fonction depuis mars-avril 2020, et qui ont dû faire front à leurs obligations de maires durant le premier confinement ! Des éluEs qui pour beaucoup s'affirmaient sans positionnement politique, notamment dans les petites communes, ont été suspenduEs aux décisions politiques nationales et ont vécu très concrètement le tournant autoritaire du pouvoir dans l'exercice de leur mandat. L'autoritarisme du pouvoir vise à masquer son impuissance à



protéger la population ainsi qu'à anticiper les développements de la crise sanitaire. Incapable d'obtenir l'adhésion à des politiques erratiques et toujours en retard d'une nouvelle phase de la crise, Macron recourt à la coercition et la division. Cela renforce l'enjeu d'une candidature qui bouscule le jeu politique national, ce que Philippe Poutou a en partie réussi en 2017. Cette candidature permet

aussi de poser dans le débat politique national les problèmes que vivent au quotidien les habitantEs rencontrés par les maires.

Sur l'argument démocratique

La crise des Gilets jaunes (qui ont marqué la vie locale) a conforté chez un certain nombre d'éluEs leur volonté de parrainer un « petit candidat » en rupture avec le cadre institutionnel. En 2017 ce sont

des milliers d'éluEs, le plus souvent de très petites communes qui avaient apporté leur caution à de petites candidatures. Beaucoup des éluEs qui nous avaient donné leur parrainage/marrainages (ou à d'autres petits candidats improbables) le ressentent d'ailleurs toujours ainsi, qu'ils ont entre leurs mains une partie de l'aspect démocratique de la présidentielle. En parrainant des candidatures indépendantes, les maires peuvent offrir, à travers la candidature de Philippe, à celles et ceux qui les ont éluEs, la possibilité d'exprimer politiquement les colères qui ont marqué les mobilisations depuis 2018 et qui pourraient bien rebondir : contre Macron et son monde, contre la droite extrême et l'extrême droite, en toute indépendance d'une gauche qui a renoncé aux combats démocratiques et sociaux. C'est ce que permettrait Philippe Poutou, ouvrier licencié, élu d'opposition à la municipalité EÉ-LV-PS et PCF de Bordeaux et à la Métropole.

Équipe nationale « signatures »

Tribune

La Vendée était-elle progressiste ?

Une tribune que nous avons reçue en réaction aux positions du NPA sur les questions sanitaires/vaccinales et sur les mobilisations qui ont suivi les dernières annonces d'Emmanuel Macron.

Nous avons au sein du NPA un débat qui s'illustre par le désir conjoint de défendre la vaccination, comme outil indispensable et sûr pour protéger la population, toute la population, pas seulement celle de Paris et Neuilly mais aussi celle des villes populaires, et celle de tous les pays pauvres, ce qui implique la disponibilité de ce vaccin de façon universelle et la levée des brevets, d'une part; et d'autre part le droit des citoyens de refuser la contrainte vaccinale, d'autant moins légitime qu'elle est édictée par un gouvernement qui dirige de façon monarchique une politique pleine d'errances, responsable de nombreuses morts et infections évitables.



DR

La liberté individuelle ne donne pas tous les droits

Beaucoup de soignantEs se sentent insultés par la position stigmatisante du gouvernement, qui les a fait payer d'applaudissements en 2020 et les désigne aujourd'hui comme potentiels responsables de la gravité de la 4^e vague. Et cela renforce chez certains le désir de dire non au vaccin; certaines positions dans le NPA, proches en cela de celles de SUD et de la CGT, alimentent cette réaction de refus,

au nom de l'autonomie de tous à décider pour soi et de la méfiance contre ce gouvernement qui n'a aucune légitimité concernant la gestion de l'épidémie, si tant est qu'il en a une sur tous les autres thèmes.

Mais voilà qu'échauffées par les thèses complotistes et le facho notoire Philippot, plus de 100 000 personnes défilent dans la rue, et même qu'on se met à détruire des centres de vaccination, pour l'instant dans deux départements,

mais faut-il attendre un effet boule de neige en pleine canicule pour critiquer cette réaction ?

Car, sans insulter l'intelligence des personnes qui ont participé aux manifestations ni celle des soignantEs écorchés dans leur dignité, peut-on leur dire sans chichiter qu'ils se trompent de combat ? Qu'il n'y a aucune justification à refuser l'outil, le seul disponible, la vaccination universelle, pour éviter le retour des hôpitaux débordés, des décès par dizaines de milliers (en

France !), les centaines de milliers de covid long, etc. ?

La liberté individuelle ne donne pas le droit de faire toujours selon son inclination. Nous payons nos impôts, nous envoyons nos enfants à l'école, nous attachons nos ceintures, sous peine de sanctions – et nous sommes toutes et tous vaccinés contre un certain nombre de maladies contagieuses, pour nous protéger nous et pour protéger tous les autres. N'oublions pas que le vaccin a permis l'éradication de la variole, la quasi-disparition de la polio, et qu'on ne se bat pas en Guyane contre la vaccination anti-fèvre jaune. C'est un devoir d'humanité, à un niveau supérieur à tout ce qui mobilise contre la vaccination obligatoire, que d'être aujourd'hui vacciné contre le Covid-19. Beaucoup de combats réactionnaires ont été menés au nom de la liberté. Sans remonter aux Chouans, les mobilisations pour la défense de l'« école libre » en sont un bon exemple. Ou le refus de l'Ordre des médecins quand la Sécurité sociale s'est imposée après guerre, ou lors de la libéralisation de l'avortement, quand il défendait le droit des médecins à s'opposer à la pratique de l'IVG. L'obligation peut être progressiste, et la « liberté » réactionnaire. **Philippe Michaud**

Les Nôtres

André Depouille

Nous reproduisons ci-dessous un hommage publié le 10 juillet. Le NPA 86, le NPA dans son ensemble, apportent toute leur solidarité à Gisèle et aux proches d'André. André ne souhaitait pas d'obsèques publiques et politiques: ce texte n'a donc d'autre vocation que de rendre un hommage militant.

J'apprends ce soir le décès d'André Depouille, un camarade du NPA de Niort. J'ai une pensée pleine de tendresse pour Gisèle, sa compagne... André représente beaucoup pour moi. C'est un des tout premiers militants que j'ai rencontrés quand, il y a 13 ans, j'ai commencé à m'investir pour un nouveau parti anticapitaliste.

Avec son accent belge, André savait régulièrement nous rappeler son internationalisme. Passionné de foot, il refusait de s'abaisser au football des nations et savait que c'est dans le jeu de club que « l'excellence » pouvait être atteinte. C'est en partie pour cela qu'il refusa de s'afficher comme le diable rouge de service lors de la coupe du monde 2018 alors que la presse régionale voulait réaliser un article à ce sujet. Mais il refusa surtout car André n'avait pas de frontières dans le cœur et dans la tête. Il était autant français que belge, vietnamien qu'algérien, cubain que sud-africain. En témoigne son engagement sans faille pour le peuple palestinien. J'ai des dizaines de souvenirs qui me reviennent en écrivant ces quelques lignes. Je suis ému. Je pense aussi à Élise, à mes camarades du début, à nos réunions à Niort, à l'université d'été.



DR

André, il y a quelques semaines encore, avait soutenu activement, malgré des problèmes de santé graves, notre candidature aux élections régionales avec la liste « On est là ! ». Il y a quelques jours, il tenait à voter lors de la conférence nationale du NPA pour la présidentielle, en faveur de la candidature unitaire et radicale de Philippe Poutou. Nous perdons un camarade, un révolutionnaire, ouvert, unitaire, issu de la longue histoire du mouvement trotskiste international, et n'ayant jamais sombré dans le sectarisme. Un camarade qui reste une figure de notre parti dans la région.

Camarade André, bon vent ! Nous continuons le combat, mais un peu triste ce soir... **Alexandre Raguet**

Marthe Miquel (1948-2021)

La mort si brutale de Marthe nous a bouleversés. Militante de la LCR puis du NPA dès sa création, elle a été une camarade et une amie essentielle dans la vie du NPA. Après quarante années de vie toulousaine, parsemées de visites régulières à Argelès-sur-Mer où vivait sa famille, elle venait de se réinstaller en Catalogne nord, sa région d'origine. Courageuse et volontaire pour tout ce qu'elle entreprenait, elle prenait des cours de catalan pour se réapproprier une langue qu'elle regrettait de ne plus pratiquer. Et déjà, elle avait su s'impliquer dans les combats sociaux et antiracistes à Perpignan. Elle s'était ainsi totalement engagée, lors des dernières élections municipales, dans une campagne inédite au sein d'un cadre large, unitaire, citoyen, y manifestant autant d'opiniâtreté sur nos principes que d'esprit d'ouverture. Elle avait su y mettre son expérience toulousaine au sein du collectif d'associations du quartier des « Pradettes », dont elle était membre fondatrice, animant depuis les années 1980 de nombreuses luttes pour améliorer les conditions de vie des habitantEs de ce quartier. Militante de terrain, elle était bien consciente aussi que l'anticapitalisme avait une dimension internationaliste. Les plus ancienEs d'entre nous se souviennent notamment qu'elle fut impliquée dans la création d'un comité FLNKS à la base aérienne de Toulouse Francazal, en 1984, et dans le soutien à la grève des appelés kanak, après l'assassinat du dirigeant indépendantiste kanak Éloi Machoro, en 1985, par



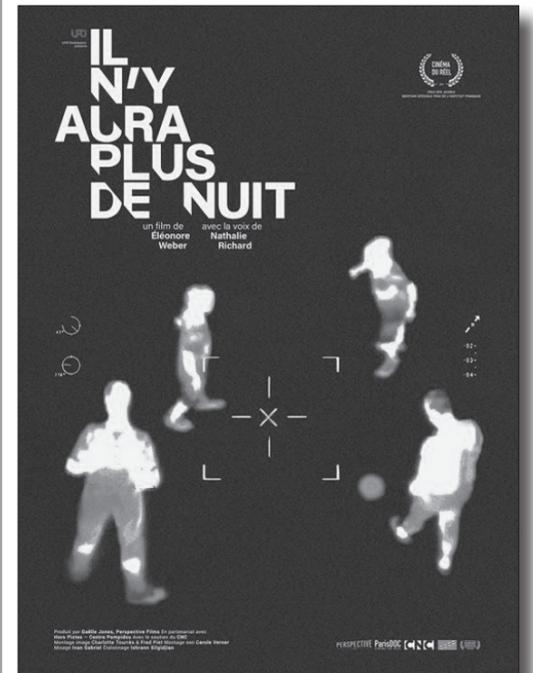
DR

les gendarmes du gouvernement PS Mitterrand-Fabius. Forte de son parcours dans notre courant politique mais aussi au sein de la CGT de l'équipement, elle était une militante intègre, déterminée, loin de tout esprit de chapelle et de sectarisme, mais aussi pleine d'humour. Attentive aux autres et tout particulièrement aux préoccupations des plus jeunes générations, elle a été un soutien sans faille pour défendre la vie démocratique dans notre organisation. Marthe restera dans nos souvenirs comme une amie souriante, qui n'eut de cesse de lutter pour l'émancipation du genre humain. Solidaire dans tous les combats essentiels, Marthe était fidèle à ses principes et à ses idées, à notre tour nous resterons fidèles à son combat anticapitaliste, antiraciste, féministe et internationaliste. Nous adressons à sa famille et à ses proches nos pensées émues. **Ses camarades et amiEs toulousainEs et nord-catalanEs**

Culture

Il n'y aura plus de nuit, d'Éléonore Weber

Documentaire français, 1h15min, sorti le 16 juin 2021.



Un documentaire qui vient de sortir, à voir dans les très bonnes salles qui ont choisi de le distribuer. La documentariste a travaillé sur des images récupérées sur Youtube prises d'hélicoptères français ou US sur le théâtre de leurs opérations extérieures.

Déshumanisation de la guerre

À première vue, on pourrait penser à un jeu vidéo plutôt dépourvu. Mais le décryptage par un pilote d'hélicoptère est tout simplement glaçant. Les images sont prises par le casque d'un pilote qui repère, vise et déclenche le tir sur des cibles surveillées et traquées par les procédés technologiques les plus pointus. C'est le mouvement de tête du pilote qui gère la précision de la chasse. Les caméras thermiques permettent l'intervention par tous les temps et à tout instant, au plus noir de la nuit puisque c'est la chaleur des corps qui est détectée. Mais, par contre, la précision des caméras a des limites : identifier dans un groupe en mouvement des paysans au boulot avec leurs outils ou des combattants armés dépend en dernier recours de l'analyse du « contexte » que fait le pilote. C'est ainsi que les « dégâts collatéraux » se multiplient, couverts par l'impunité de pilotes qui sèment la mort depuis leur hélicoptère. La déshumanisation de la guerre repousse toutes les limites. Stade suprême : les caméras dernier cri qui permettent aux pilotes de distinguer en pleine nuit comme par une journée de plein soleil les reliefs, constructions et mouvements humains ! Ce qui donne tout le sens du titre, avec ces technologies : « Il n'y aura plus de nuit ». Mais pose aussi de nombreuses questions : la dissymétrie des forces entre les armées dotées de ces technologies sur des terrains d'intervention comme l'Afghanistan ou l'Irak a semé la terreur et la mort, mais n'a pu leur assurer la victoire ni militaire ni politique sur les « terroristes » qu'elles combattaient. Alors quand va-t-on imposer de mettre enfin ces avancées technologiques au service de la satisfaction des besoins de la population, à commencer par la population victime de ces guerres du 21^e siècle ?

Cathy Billard

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie **la-breche.com**

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

